

Décembre 2018

<https://sniadecki.wordpress.com/2018/12/18/fpp-robotique-agricole/>

Faut Pas Pucer, Au Forum toulousain de la Robotique Agricole, 2018

18 décembre 2018

Ce mardi 11 décembre 2018, le Forum International de Robotique Agricole à Toulouse-Labège a été interrompu pendant une heure par une trentaine d'opposants.

Nous avons occupé la scène du grand amphithéâtre du centre des congrès Diagora, en déployant plusieurs banderoles : « *Des paysans, des animaux, pas des robots* » ; « *Des chantiers collectifs, pas des robots sélectifs* » ; « *Débranchez-les tous* ». Le tract ci-dessous a été distribué aux centaines de personnes qui assistaient aux conférences depuis le matin. Quelques participants à cette perturbation étaient vêtus d'un gilet jaune.

Nous sommes intervenus pendant le discours d'un haut cadre du fabricant de tracteurs John Deer. Nous avons lu des passages du tract, puis des agriculteurs de notre groupe ont pris la parole pour expliquer plus personnellement pourquoi le développement de la robotique leur est hostile. Nous avons été pris vivement à partie par des gens dans la salle, à l'image de ces Américains furieux d'avoir pris l'avion pour se retrouver face à nous. Nous avons été insultés par des élèves des écoles d'ingénieurs toulousaines, qui ne savent visiblement pas bien ce qu'ont été le fascisme et le nazisme.

Les salariés et dirigeants du fabricant de robots Naïo Technologies, organisateurs du forum, nous ont fait un accueil moins agressif. L'une nous a certifié que si nous avions prévenu par avance de notre envie de prendre la parole, on nous aurait ouvert la porte et réservé une place dans le programme. L'autre (un des fondateurs de l'entreprise) nous a carrément dit qu'il était d'accord avec tout ce que nous disions, que c'était précisément pour toutes ces raisons qu'il travaillait à concevoir des robots agricoles. Nous lui avons demandé de le répéter au micro et de proposer un débat avec la salle sur les problèmes que nous soulevions, mais... il n'a pas voulu.

Les roboticiens de Naïo ne voient pas la différence entre une bêche et un robot : « *mais regarde, une bêche, c'est aussi une technologie* ». Ils considèrent que nous sommes libres d'adopter les robots ou pas : « *mais les gens qui n'en veulent pas comme vous, qu'ils restent à l'écart, ce n'est pas un problème* » ; cela nous a donné l'occasion de revenir sur les lourdes sanctions infligées aux éleveurs qui refusent le puçage électronique leurs bêtes, imposé par la loi. Enfin, ils nient farouchement leur appartenance à la classe des puissants – ceux qui ont les moyens de configurer, normer et abîmer la vie des autres : « *mais non, on n'a pas de moyens particuliers, on n'est pas soutenus par les institutions, c'est juste qu'on bosse énormément ; arrêtez de croire qu'il y a une ligne qui sépare les gens, on fait tous des efforts pour que la vie soit meilleure* ».

Les startupper, qui invitent la présidente de la FNSEA et une cadre dirigeante de Microsoft à leur raout, se présentent comme des petits au service des petits. Ils prétendent que leurs machines permettront à de modestes maraîchers bio de consolider leur position économique, sans voir toutes

les tâches et les emplois qu'elles suppriment immanquablement. Nous maintenons que la « révolution robotique » favorisera l'agriculture la plus capitaliste, l'accroissement de la taille des exploitations, l'intégration de l'activité agricole à l'industrie et sa soumission aux géants du numérique. Celles et ceux qui disent mettre au point des robots au nom de la fumeuse « transition écologique » sont simplement des complices de ce processus de concentration économique, d'élimination des paysans, de domination de classe.

Nous avons quitté le Forum aux cris de « *Microsoft, au compost !* », « *Aah... anti, anti-start up nation !* », « *Tout le monde déteste... les robots* ». Nous invitons toutes celles et ceux que ces problèmes intéressent à entreprendre d'autres perturbations ailleurs, lors des prochains salons de promotion de la robotique agricole à travers la France.

Des paysans, des paysannes et leurs complices, réfractaires à la robotisation,
le 11 décembre 2018.

On achève bien la paysannerie

Au Forum toulousain de la Robotique Agricole

Nous qui nous opposons depuis des années au puçage électronique des animaux et nous inquiétons de l'addiction croissante des humains aux écrans, nous venons ici interrompre vos (d)ébats avec les machines et soulever bruyamment le scandale de votre activité : pour la culture des sols comme pour celle(s) des sociétés, Mesdames & Messieurs les ingénieurs, les startupper, et autres expertes en accompagnement du développement – vous êtes des nuisibles.

Quel sera le résultat de vos innovations (robots désherbeurs, fermes connectées, tracteurs automatisés) ? En apparence et dans l'immédiat, des gains de puissance et de précision pour ceux qui les utiliseront. Mais le résultat le plus massif et durable sera la dépendance encore accrue des agriculteurs à l'égard des grandes industries. Depuis plusieurs dizaines d'années déjà, ils sont dépendants d'un complexe bancaire et industriel écrasant : Crédit agricole, géants de la chimie, des semences et de l'agroalimentaire... Les exploitantes qui auront la brillante idée d'acquiescer/d'accepter vos joujoux électroniques seront en prime tenues par les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) et les multiples acteurs capitalistes qui gravitent dans leur orbite. Plus que jamais, ils n'auront la maîtrise de rien sur leur ferme ; elles comprendront de moins en moins le fonctionnement de leurs outils de travail ; elles se couperont de la réalité sensible et vivante des champs, des plantes et des animaux.

Vos machines vont encore aggraver la situation économique des agriculteurs, leur endettement, la concurrence féroce qu'ils se livrent, les faillites, les suicides... Ce ne sont pas vos robots qui vont subitement rendre l'élevage ou le maraîchage rentables – au contraire, ils feront probablement encore baisser les prix des produits à la vente. Ces activités sont déjà tellement industrialisées, et pourtant elles sont sous perfusion permanente d'argent public. Plutôt que des satellites, des capteurs et des robots, elles nécessitent une main d'œuvre nombreuse pour partager le travail, des rapports

coopératifs, une déspecialisation. Mais comme d'habitude, dans la civilisation du Progrès, on propose des machines pour résoudre un problème de nature sociale : trop peu de gens veulent et peuvent cultiver la terre, s'occuper de produire leur nourriture.

En plus de ça, nous sommes certains que les machines en question, loin de donner naissance à des pratiques agricoles moins polluantes (y croyez-vous vous-mêmes ?), vont aggraver à l'échelle mondiale le saccage des milieux naturels. La fabrication de toute la quincaillerie informatique apporte aujourd'hui une contribution majeure à la catastrophe écologique en cours. Ordinateurs, tablettes, smartphones, puces, drones, etc. reposent notamment sur une activité minière terriblement gourmande en eau, et terriblement polluante en produits toxiques nécessaires à l'extraction des « métaux rares ». Baotou, la ville voisine des mines de Mongolie-intérieure qui fournissent les industries du monde entier en « terres rares » depuis trente ans, est surnommée en Chine « la ville du cancer ». La mine de Mountain Pass en Californie, qui a longtemps fourni la Silicon Valley, a fermé en 2002 suite à une série de scandales écologiques et sanitaires. Les mines de Bolivie et du Pérou assèchent des lacs et privent les populations locales d'eau potable. La quantité d'énergie nécessaire pour extraire, broyer, traiter et raffiner les métaux rares représenterait 8 à 10 % de l'énergie totale consommée dans le monde ! Sans parler des conditions de travail dans ces mines et dans les usines d'électronique, en Chine et ailleurs ; sans parler des montagnes de déchets intraitables de ce secteur prétendu « immatériel », au Ghana par exemple... Avec des capitalistes verts comme vous, prêts à multiplier les robots pour déverser à peine moins de pesticides, on n'a pas fini de se demander si le diesel du populo est assez écolo.

L'élite du pouvoir politique essuie ces jours-ci une violente tempête. Le reste de la technocratie est malheureusement plutôt à l'abri de la colère populaire, pour l'instant. Nous partageons la mise en cause des élites qui ressort du mouvement des Gilets jaunes, et nous pensons qu'un des éléments qui rendent ces élites si puissantes à notre époque, ce sont précisément les outils qui se conçoivent, se fabriquent et se promeuvent dans une technopole comme Toulouse – dans les endroits comme ici. C'est la sacro-sainte innovation technologique qui creuse le fossé entre classes sociales, qui assure la concentration des richesses, la prolétarianisation d'un nombre croissants de gens. Tant que notre rage ne se dirigera pas aussi contre les innovateurs, contre les *start up* de robotique (agricole et autre), contre les laboratoires de recherche en intelligence artificielle, le pouvoir réel sera épargné – il lui suffira de changer de marionnette, après Macron un(e) autre. Tant que nous ne rejetterons pas la vie de synthèse qui nous est proposée par la classe d'ingénieurs au pouvoir (informatisation du travail et des services publics, compteurs Linky, « applis » pour prendre en charge chaque parcelle de nos existences), les contraintes économiques continueront de peser sur nous de manière implacable.

Nous appelons les acteurs du milieu agricole et paysan à se positionner par rapport à la vague d'innovations présentées dans les salons comme celui-ci : est-ce d'une agriculture « augmentée » et connectée dont il y a besoin pour le présent et le futur ? Nous appelons à la solidarité avec les refuseurs du puçage électronique, aujourd'hui menacés de procès pour leur désobéissance.

Nous appelons les Toulousains et les Toulousaines à ouvrir les yeux sur ce qui est produit dans leur métropole et qui en fait la prospérité ; à mettre en cause le prestige et le pouvoir social des ingénieurs, chercheurs, designers, et autres « premiers de cordée » qui travaillent pour ce complexe

A toutes celles et ceux qui se révoltent ces jours-ci, nous proposons de ne pas se focaliser sur la personne du monarque parisien, avec sa morgue plus ou moins calculée, mais de (se) poser les questions suivantes : voulons-nous habiter une *start up nation* ? Voulons-nous encore de cette vie vouée à l'économie, aux gains de productivité, au management par ordinateur et réseaux sociaux ? Voulons-nous d'un monde peuplé de robots, qui nous rendraient massivement inutiles et nous feraient perdre encore du pouvoir sur nos existences ? Pour nous, c'est non.

&&&&&&&&&&&

7 Février 2013

Avec onction de l'Académie des sciences

Voici comment la préface de l'avis en résume l'esprit général :

Difficile de priver un enfant d'écran après un tel dithyrambe, même si bien sûr l'Académie entoure son propos des mille précautions qui s'imposent. Mais on l'aura compris : un parent avisé doit au plus vite procurer à son enfant un – que dis-je ? – plusieurs écrans, et ce dès le plus jeune âge, sous peine d'être un mauvais parent.

La démission comme principe éducatif

En présentant d'abord cette évolution comme « irréversible », celle d'un « *nouveau monde numérique qui tente de s'imposer à chacun* » ou les écrans comme « *omniprésents* », les recommandations commencent donc par une reconnaissance de l'impuissance parentale. Mieux :

aux yeux de l'Académie, c'est la démission des uns qui doit servir d'exemple à la démission des autres.

Or les écrans ne sont présents dans la chambre des enfants, dans leurs poches ou leurs sacs, dans la salle de classe qu'avec le consentement des adultes : ce mouvement n'a en soi rien d'« irréversible ». C'est bien, on le voit, l'abdication du primat éducatif, celui de l'adulte qui détermine ce qui est le mieux pour l'enfant.

L'avis part d'une démission éducative qu'il suppose irréversible pour ensuite en célébrer les vertus méconnues. C'est d'ailleurs la troisième des recommandations : « *S'adapter au mouvement technologique en restant en phase avec la jeunesse* ». L'éducation n'imprime plus un mouvement, elle le suit.

Il n'y a donc pas d'autre choix que de réfléchir et de s'informer en permanence des données scientifiques et technologiques (sciences informatiques, cognitives et humaines, médicales), profitant des engouements de la jeunesse pour l'habituer à la réflexion dès le plus jeune âge.

On a déjà vu avis plus volontaire et rassurant.

Il y a pourtant d'autres choix : ce n'est pas aux enfants d'être « responsables » face aux écrans, c'est aux parents de prendre leurs responsabilités de parents. Mais à l'ère de l'enfant roi, est-ce encore chose possible ? Ainsi, dans son avis l'Académie déplore la publicité dans les programmes télévisuels pour les enfants à partir de trois ans, laquelle peut « *inciter à une attitude tyrannique vis-à-vis de ses parents* ».

Mais quels parents peuvent bien être tyrannisés par des enfants de trois à six ans ?

Pire : on constate dans l'avis de l'Académie que les parents eux-mêmes sont déresponsabilisés puisque pédiatres et médecins doivent jouer à leur place un « rôle d'alerte » pour ce qui est du « *temps de consommation d'écran* » des enfants de moins de deux ans !

Or dans le même temps il est question d'apprendre aux enfants à s'autoréguler à partir de deux ans : ainsi les enfants de deux ans et plus pourraient être « responsables » quand les parents ne le pourraient pas !

De même, s'agissant des adolescents et toujours selon l'avis de l'Académie des sciences, les parents doivent être alertés sur des « *usages nocturnes excessifs* » (sic) par plusieurs symptômes, dont la baisse des résultats scolaires. Mais quels sont les parents qui ne devraient pas être alertés par les usages nocturnes eux-mêmes ? Un usage nocturne n'est-il pas excessif en soi ?

Étrangement l'Académie invite, « *aux premiers signaux d'alerte* » à établir « *un contrôle sur le temps d'écran, notamment nocturne* ». On comprend donc que le contrôle parental ne doit s'exercer qu'en cas d'alerte. Et que peut bien signifier un « contrôle » sur le temps d'écran nocturne ? Comment s'exerce-t-il concrètement ? L'Académie ne donne aucune indication à ce sujet, comme si le mot « *interdiction* » était tabou.

Autre exemple d'injonction contradictoire : l'Académie recommande d'« *être attentif aux jeux que choisit l'adolescent* ».

Plus grave encore : l'Académie recommande aux parents, réduits à l'impuissance par l'injonction d'autorégulation, de renoncer « à la tentation d'aller voir en cachette les sites que consulte leur enfant » : il faut – pour l'Académie – que la démission parentale soit complète, pour que soit instaurée la « confiance » entre l'enfant et ses parents. Curieuse confiance qui suppose que l'enfant est un être responsable et qui appelle à la responsabilité des parents seulement quand il est trop tard.

Bref, dans cet avis de l'Académie des sciences se dessine en creux le portrait consternant de la parentalité moderne, à qui elle permet de théoriser son impuissance comme l'expression d'une réflexion et d'une volonté.

Une impossible responsabilité

Nous l'avons vu, l'Académie en appelle dès le plus jeune âge à l'« autorégulation ».

En dehors même de toute considération sur l'irréalisme d'un tel appel, ne faut-il pas considérer que l'éducation est une régulation - c'est-à-dire l'imposition de règles par l'adulte à l'enfant - et que l'autorégulation est donc la négation même du principe d'éducation. L'autorégulation est la fin de l'éducation, et non son moyen. Faut-il rappeler ce que disait Rousseau ?

De toutes les facultés de l'homme, la raison, qui n'est, pour ainsi dire, qu'un composé de toutes les autres, est celle qui se développe le plus difficilement et le plus tard ; et c'est de celle-là qu'on veut se servir pour développer les premières ! Le chef-d'œuvre d'une bonne éducation est de faire un homme raisonnable : et l'on prétend élever un enfant par la raison ! C'est commencer par la fin, c'est vouloir faire l'instrument de l'ouvrage. (Émile ou De l'éducation, livre II)

Avec une naïveté touchante, l'Académie appelle à « éveiller les enfants à exercer une conscience réflexive de leur relation aux écrans » dès la maternelle. Et, plus loin, à une « initiation au fonctionnement cognitif et émotionnel du cerveau » dès l'école élémentaire.

En appelant à l'autorégulation, c'est-à-dire à l'autonomie des enfants, non seulement l'Académie ignore la réalité qui fait de l'enfant un enfant, mais semble ignorer que les écrans excellent à donner l'illusion de l'autonomie, dans le sens le plus dégradé du terme bien sûr : avec les écrans, les enfants, assis, immobiles, hypnotisés, laissés seuls mais sans danger, à la fois à l'extérieur et à l'intérieur, n'ont plus besoin des parents. C'est la raison même du succès des écrans : les écrans libèrent de la nécessité les uns d'être éduqués, les autres d'éduquer. Avec plusieurs heures chaque jour devant les écrans et ce dès le plus jeune âge, qui peut croire à la fiction d'un accompagnement parental ?

L'appel à l'autorégulation pourrait faire sourire si malheureusement l'Académie ne rappelait pas tous les risques induits par les dérives et les excès (« manque d'activité physique, de sommeil, troubles de la vision » et bien d'autres choses). Dérives et excès que l'Académie ne définit pourtant pas.

Une double contradiction apparaît par ailleurs lorsque l'Académie préconise l'usage de logiciels de contrôle parental : un tel contrôle ne va-t-il pas à l'encontre de l'autorégulation ? Et un tel usage ne

trahit-il pas la totale autonomie laissée à l'enfant quand un accompagnement parental est sans cesse recommandé pour guider l'enfant vers l'autorégulation ? Les logiciels de contrôle parental se substituent confortablement à l'autorité parentale. Mais ne nous y trompons pas : ils jouent le même rôle d'alibis que les jeux dits *éducatifs*. Dernier paradoxe : l'Académie reconnaît d'ailleurs que leur efficacité est très relative, mais sans en tirer les conclusions qui s'imposent.

Tout ceci n'empêche pas l'Académie de recommander aux parents d'adolescents d'établir ensuite « *des règles claires sur le temps d'Internet et des jeux* » car « *l'éducation et le contrôle des parents concernant les écrans restent essentiels* ». Comment faire respecter ces règles quand on est incapable de détecter un usage nocturne excessif ? Comment imposer une régulation à un adolescent après l'avoir éduqué enfant à l'autorégulation ?

Le mythe de l'outil neutre

Dans la préface de l'avis, « *jeux vidéo, internet, téléphone portable, tablette numérique, réseaux sociaux* » sont présentés comme des « *outils numériques* » : le nom « *outil* » étant de la même famille étymologique que l'adjectif « *utile* », l'employer est déjà définir les objets numériques par leur utilité. Dès lors, cette présentation des écrans interactifs est insidieuse : comment priver en effet un enfant ou un adolescent des « *outils* » nécessaires à son développement (au sens le plus large du terme), même si, en réalité, la plupart des objets numériques de consommation sont conçus pour le divertissement et peuvent même entraver ce développement ?

En admettant même qu'il s'agisse d'« *outils* », on ne peut se dispenser d'une réflexion sur leur adaptation à des publics jeunes. L'Académie insiste – tout du long de son avis – sur la bonne utilisation de ces « *outils numériques* », « *capables du meilleur et du pire* ». On retrouve là une conception relativiste malheureusement très répandue : les « *outils numériques* » seraient en quelque sorte neutres, ni bons ni mauvais.

Or rien n'est plus faux. Il est bien sûr possible de faire un bon ou un mauvais usage de n'importe quel outil mais on parle ici de l'usage, pas de l'outil lui-même. Pour savoir si l'outil est bon ou pas, il faut réfléchir de manière approfondie à ce qu'est un *outil* : un objet technique conçu pour un usage donné. Il se définit donc par son utilité (c'est-à-dire sa pertinence pour cet usage, par exemple scolaire) et par son ergonomie (ses qualités propres et surtout son adaptation à un utilisateur donné). Il y a bien, selon leur utilité et leur ergonomie pour un usage et un utilisateur donnés, de bons et de mauvais outils.

La question est donc la suivante : les « *outils numériques* » sont-ils de bons outils pour le développement de l'enfant et de l'adolescent ? Le terme positif d'« *outil* » le laisse en effet supposer.

Or il n'en est rien, du fait de la polyvalence des écrans corrélée à leur liberté d'usage.

Premier paradoxe : plus ces supposés « *outils* » sont utilisés, plus ils ont d'« *effets négatifs* ». L'Académie se garde bien de préciser ce qu'est une « *utilisation démesurée* » : il faut croire que plus de 7 heures trente d'exposition aux écrans par jour en moyenne pour les 8-18 ans, comme c'est le cas aux États-Unis actuellement, ne le sont pas. Avec la généralisation des *smartphones* (déjà 46% des 12-17 ans en France en 2012 d'après le Crédoc), la baisse constante du coût des

abonnements téléphoniques avec accès Internet ou encore l'explosion des réseaux sociaux, on peut supposer que ce temps d'écran va pourtant s'accroître considérablement.

Second paradoxe : contrairement à un manuel scolaire, par exemple, un écran n'est pas conçu pour un usage donné, pédagogique ou éducatif par exemple. Toutes sortes d'usages peuvent être faits des écrans : la très grande majorité ne sont en rien orientés vers le développement de l'enfant ou de l'adolescent, quand ils ne doivent tout simplement pas être réservés à l'adulte, à tel point qu'on peut même se demander si le terme d'« outils » n'est pas abusif. Dans les faits ces usages sont de loin les plus nombreux et les plus fréquents, comme chacun peut facilement s'en rendre compte.

Or c'est un principe éducatif : pour un enfant un « outil » qui permet – ou pire induit spontanément – de mauvais usages est un mauvais outil. La responsabilité ne vient en effet qu'avec la raison et l'âge adulte, comme nous l'avons vu plus haut.

De ce point de vue la préface de l'Académie semble bien ingénue :

Les enfants de tous âges et de tous milieux sociaux, particulièrement doués pour s'initier à ces nouvelles technologies, se les sont appropriées selon leurs ressources, d'abord pour les loisirs, puis de plus en plus pour l'apprentissage, l'éducation et la formation culturelle.

La télévision aussi promettait d'être éducative et culturelle (qu'on se souvienne des grandes heures de la télévision scolaire) : on peut aujourd'hui constater la réalité désespérante de ses usages, et aucune « éducation à » la télévision n'a pu les changer.

Non les écrans, malgré leur polyvalence, ne sont pas de bons outils pour le développement de l'enfant ou de l'adolescent ou bien *ils ne le sont que mis en oeuvre par les professeurs en classe ou sous la supervision attentive des parents à la maison*, ce qui en restreint grandement l'intérêt.

La réhabilitation des écrans

On regrettera bien sûr que l'Académie ne rappelle à aucun moment les statistiques sur le temps d'écran auquel sont actuellement exposés en France les enfants et adolescents : de 4 à 10 ans les enfants passent plus de deux heures par jour en moyenne devant la télévision et, de 12 à 17 ans, plus de quatre heures par jour devant la télévision et Internet, sans inclure donc les jeux vidéos (Crédoc 2010).

On s'étonnera par ailleurs des conclusions de l'Académie quand l'utilisation d'Internet et plus encore des réseaux sociaux est un phénomène très récent : les réseaux sociaux n'ont commencé à apparaître en France qu'à partir de 2008 pour se généraliser depuis 2010. Dès lors, comment être sûr des « *effets positifs considérables* » d'une évolution si récente ?

Pour le dire autrement, l'Avis de l'Académie des sciences n'est-il pas prématuré et par là même imprudent ?

Pourtant l'Académie n'hésite pas à pourfendre – un à un – les préjugés tenaces attachés aux écrans.

Bien sûr il y a des effets négatifs mais qu'on se rassure : ils sont toujours liés à une *mauvaise* utilisation des écrans. Une bonne utilisation *garantit* donc des effets positifs.

Malheureusement, s'agissant d'une « *sur-utilisation* » ou d'une « *utilisation trop précoce* » (sic) des écrans, l'Académie ne donne guère de précisions chiffrées permettant d'appliquer au mieux ses louables recommandations : combien d'heures d'écran par jour pour un bébé, pour un enfant, pour un adolescent ? Et que peut bien signifier un utilisation « *trop précoce* » quand l'Académie recommande d'utiliser une tablette à partir de l'âge de six mois, à moins de confier aux nourrissons des tablettes dès leur naissance, ce qui en même temps correspondrait rigoureusement à la définition de « *natifs du numérique* » ?

Pour réfuter plus sûrement toutes les préventions sur les écrans, l'Académie donne d'abord des gages.

Les dangers et les risques des écrans sont ainsi énoncés : il est notamment rappelé que les écrans non interactifs (la télévision, les DVD) n'ont pas d'effets positifs avant deux ans mais « *peuvent au contraire avoir des effets négatifs* ». Ils sont « *déconseillés de deux à trois ans* » pour une utilisation passive. On remarquera le peu de véhémence ici mais il faut bien que les chaînes télévisées proposant des programmes en diffusion continue 24h/24h pour les tout-petits puissent vivre.

À la vérité les écrans passifs ne sont écartés que pour mieux promouvoir, avant l'âge de deux ans, les écrans supposés « *interactifs* » du dernier cri de la technologie : les tablettes. C'est d'ailleurs l'un des points phares de l'avis : l'Académie des sciences recommande tout simplement l'usage de tablettes pour bébés.

Qu'importe si le recul scientifique concernant un tel usage manque cruellement, les toutes premières tablettes n'étant apparues qu'en 2010 : pour l'Académie des sciences, les tablettes « *peuvent être utiles au développement sensori-moteur du jeune enfant* », à la condition non d'une supervision, mais d'un « *accompagnement* ». Même si l'on admet une telle affirmation, cette dernière condition, nécessaire et impérative, d'un « *accompagnement* » sera-t-elle vraiment appliquée dans la pratique des usages ? Le bébé ne sera-t-il pas laissé seul avec une tablette précisément « *interactive* », c'est-à-dire donnant l'illusion d'interagir avec lui comme le ferait une présence humaine ? Tablettes et applications *spécifiquement conçues pour lui* ne sont-elles pas déjà dans les rayons de ce nouveau marché juteux et prometteur ?

Les « *risques de l'écarter d'autres activités* », évoqués par l'Académie, ne doivent-ils pas prévaloir sur une utilité qui – à vrai dire – peine à convaincre, une tablette bidimensionnelle et lisse n'offrant qu'une découverte sensorielle limitée à un enfant qui a par ailleurs le monde à découvrir avec ses yeux, sa bouche, ses oreilles, son nez, ses mains ?

L'exemple de la télévision est pourtant instructif.

Avec le recul on peut constater combien les préconisations officielles ont été de peu d'effet, notamment dans les milieux les plus défavorisés : la télévision s'est imposée dans la chambre de l'enfant.

S'agissant des tablettes interactives, les recommandations de l'Académie ne risquent-elles pas d'être vaines et par là bien inconsidérées ? En ce cas est-ce bien responsable non seulement de réhabiliter l'utilisation des écrans, mais de la promouvoir, si les préconisations impératives qui doivent en accompagner l'usage n'ont aucune chance d'être suivies ? Et n'est-il pas imprudent

d'englober, dans le même terme générique, tous les « écrans » en émettant un avis « *globalement positif* » dans la préface, avis qui risque d'être davantage retenu que la longue liste des recommandations qui l'accompagnent.

Autre exemple s'agissant d'Internet chez les adolescents : il s'agit d'en prévenir « *un usage trop exclusif* » (sic), sans que l'Académie définisse ce qu'est un tel usage en terme de volume horaire quotidien. On comprend donc qu'un usage simplement exclusif d'Internet n'aurait rien d'inquiétant.

Pour ce qui est de l'addiction aux écrans, l'absence de consensus scientifique suffit à l'Académie pour établir qu'elle n'existe pas tout simplement pas, même si elle reconnaît pourtant que les écrans sollicitent de notre cerveau les mêmes fonctions que les « *sucreries* » et « *engendrent un appétit pour eux, qui peut dériver vers l'excès* » et que la cohabitation avec les écrans demande un travail de prévention. L'Académie des sciences émettrait-elle un avis « *globalement positif* » à propos des sucres tout en prônant l'autorégulation des enfants ?

De même les cas pathologiques liées aux écrans sont pour l'Académie le symptôme de pathologies qui leur préexistent : les écrans se voient retirer tout caractère pathogène. Les comportements agressifs ne peuvent ainsi être liés à la violence omniprésente sur les écrans. Mieux : présentés comme un « *refuge* » pour l'adolescent, les écrans sont ainsi présentés sous un jour plus rassurant pour les parents inquiets de voir leurs enfants dépendants.

L'Académie va encore plus loin : en contrepoint des risques pour la santé et la vie sociale, elle insiste sur la « *médiation thérapeutique très utile* » que peuvent constituer les jeux vidéos et la réalité virtuelle de façon générale.

Dans ce tableau très rassurant des écrans, la violence sur les écrans continue néanmoins de poser problème. Mais l'Académie ne recule devant aucun paradoxe : si les images violentes peuvent favoriser le déclenchement de conduites agressives, elles peuvent *aussi* favoriser leur inhibition. La logique scientifique est parfois mise à rude épreuve dans l'avis de l'Académie :

*De façon générale, l'influence des images violentes se manifeste par une contribution à l'inhibition des conduites d'entraide et de coopération dans les relations sociales. **En effet** l'observation des conduites d'autrui, que ce soit dans la réalité ou dans des mises en scène, est un facteur (parmi beaucoup d'autres) qui favorise le déclenchement ou au contraire l'inhibition des conduites agressives.*

Le dialogue avec la famille permettrait de désamorcer les effets négatifs de la violence des écrans : il serait important de « *valoriser la compassion et la solidarité* ». Ainsi parler en famille des scènes de viol ou des décapitations dans les jeux vidéos permettrait de « *donner du sens* » à la violence.

Dans le doute – encore une contradiction – l'Académie appelle malgré tout de ses vœux la création de jeux et d'émissions moins violentes : nul doute que les concepteurs de jeux vidéos et de programmes audiovisuels, émus par son appel et enfin ramenés à la raison, s'empresseront de créer des jeux « *valorisant l'entraide et les comportements pro-sociaux* ».

Les contradictions successives de l'avis de l'Académie sont à l'image de l'une de ses recommandations : inviter les bébés à la rencontre des écrans tout en enjoignant de « *prendre du recul par rapport au virtuel* ».

L'invention d'une « culture des écrans »

Les écrans ne seraient en rien dangereux, c'est entendu : ce serait même tout le contraire. Mais il faut aller plus loin encore : de la platitude lisse et noire des écrans naîtrait une nouvelle « culture ».

L'Académie postule ainsi l'existence d'une « culture des écrans » qui s'opposerait à la traditionnelle « culture du livre », l'une étant plurielle, riche, généreuse, dynamique et l'autre singulière, linéaire, égoïste et pauvre. Il faut bien sûr entendre le mot « culture » dans son sens sociologique le plus large. S'agissant d'un simple objet technique, le terme « culture » peine à convaincre : on parlerait aussi bien d'une culture de l'automobile ou de l'électricité. Peu importe : il s'agit de donner un nom à ce qui constitue – aux yeux de l'Académie – un ensemble de pratiques de la jeunesse, même si les pratiques numériques ne sont absolument pas la prérogative des nouvelles générations, loin de là.

Bien sûr l'opposition entre culture du livre et culture des écrans est factice, les deux ensembles pouvant se confondre. L'opposition se construit en réalité entre une culture articulée autour de l'écriture et une culture qui s'en affranchirait : malheureusement l'Académie s'appuie sur des théories cognitives novatrices et péremptoires, liées notamment aux nouvelles découvertes sur le fonctionnement du cerveau humain, plus que sur l'observation des faits et la réalité des pratiques numériques. À grand renfort de tableaux synoptiques brumeux opposant les deux cultures – tableaux dont il y a fort à parier que l'Académie aura à rougir un jour et qui mériteraient en eux-mêmes d'être longuement commentés –, l'avis souligne les bouleversements cognitifs occasionnés par le passage d'une culture à l'autre, recensant les avantages supposés respectifs de l'une et l'autre comme dans une vulgaire publicité comparative.

Prudente, elle en appelle néanmoins à une nécessaire complémentarité des deux cultures, à ce qu'elle appelle un « métissage », afin de « dessiner la culture de l'avenir ». Implicitement, néanmoins, en théorisant les « bouleversements culturels ainsi engendrés, qui font passer du livre aux écrans », l'Académie des sciences prend pourtant acte de « l'élimination des autres formes de culture », à commencer donc par celle du livre, ou pour mieux dire, de la pensée lisante et écrivante.

Cette complémentarité est sans doute possible, comme en attestent les générations pré-numériques. Mais précisément : et si cette complémentarité n'était possible que dans une successivité des apprentissages ? Les vœux pieux de l'Académie sembleraient alors bien inconsidérés.

Car l'observation montre pour l'instant tout le contraire : les enfants lisent de moins en moins, ont une faculté d'attention de plus en plus réduite, possèdent une culture de plus en plus réduite. A une vitesse saisissante la culture des écrans cannibalise la culture du livre. L'écran total est une culture totalitaire. L'expression « évolution » voudrait inscrire le passage à la culture des écrans dans un processus positif : l'Académie des sciences devrait pourtant se souvenir que toute évolution ne constitue pas nécessairement un progrès.

Entre supputations hasardeuses, vœux pieux et conditions multiples, la « culture de l'avenir » semble pour le moins compromise. Avec le chemin des réseaux, on est bien loin du « chemin de raison » que veut emprunter l'Académie. Il n'est qu'à observer la nouvelle fracture numérique à l'œuvre entre les parents qui veillent à l'utilisation raisonnable, raisonnée, distancée et secondaire

des outils numériques - ceux qui liront peut-être le rapport de l'Académie et suivront ses recommandations - et les autres.

Car la seule vraie question est bien celle-là : quelle sorte de culture exige donc une « *vigilance* » et une « *prévention* » contre elle ?

Le nouveau graal éducatif

L'Académie affirme avoir intégré les dernières « *données scientifiques les plus récentes de la neurobiologie, de la psychologie et des sciences cognitives, de la psychiatrie et de la médecine* ». Pourtant il y a bien une grande absente dans cet avis rédigé par un biologiste, un psychologue, un astrophysicien et un psychiatre : c'est l'école, ses personnels, ses pratiques, ses réformes, ses résultats.

Or, s'agissant de l'acquisition des connaissances, il eût sans doute été bon que l'Académie consultât également des enseignants, confrontés au jour le jour aux conséquences de cette « *évolution irréversible* ». D'autant que ses recommandations s'adressent spécifiquement aux « *éducateurs, tant parents qu'enseignants* ». Il est vrai que les enseignants, sans être réfractaires aux technologies numériques puisqu'ils les utilisent bien volontiers eux-mêmes, sont très critiques sur leur pertinence systématique dans le cadre de l'apprentissage et lucides quant à certains effets secondaires délétères. Mais qu'importe :

*L'accès aux écrans et à ce qu'ils véhiculent transforme le rapport de l'enfant, tant avec les parents et adultes, qu'avec l'école. Les écrans de demain et les formes de réalité virtuelle qu'ils proposeront poursuivront cette évolution. Voici que se met en place **un modèle de transmission des savoirs qui devient parfois concurrent de celui de l'école** et invite à repenser l'éducation scolaire en terme de complémentarité nouvelle.*

Une lecture attentive de l'avis montre que les « *progrès éducatifs importants* » allégués valent « *notamment en cas de troubles spécifiques des apprentissages cognitifs : dyslexies, dyscalculies* ».

Mais pour l'ensemble des élèves, si l'Académie postule cette nouvelle « *transmission* », [façon Michel Serres](#), elle n'en fait à aucun moment dans son avis la démonstration scientifique.

L'enthousiasme scientifique tient plutôt lieu de rigueur :

*Les outils numériques possèdent **une puissance inédite** pour mettre le cerveau en mode hypothético-déductif. Le cerveau de l'adolescent peut ainsi **plus rapidement explorer toutes les possibilités** ouvertes (notamment sur Internet) et **exercer ses capacités déductives**. Pour un adolescent, ce sont là des opportunités positives pour mieux former son esprit et son intelligence.*

Que les parents se réjouissent de ce *deus ex machina* : le numérique – dans le sens le plus vague qui soit – rend intelligent ! Quand les élèves jouent des heures entières à des jeux-vidéo, exposent leur vie intime sur un réseau commersocial, copient-collent sans les comprendre des corrigés en ligne ou échangent les devoirs entre eux, découvrent le continent de la la pornographie en ligne, ils utilisent sans le savoir « *le mode hypothético-déductif* » de leur cerveau !

Peu importe que l'Académie conditionne toutes ces merveilles à « *un bon usage* ». Peu importe que les enseignants s'affligent un peu plus chaque année de l'appauvrissement lexical et culturel des élèves, de leurs moindres capacités à raisonner ou à s'exprimer, même si d'autres facteurs internes à l'école expliquent également cette inquiétante régression.

« *Certains jeux vidéos d'action* » – nous dit même l'Académie des sciences – améliorent la capacité de « *concentration* », comme peuvent le constater chaque jour un peu plus les enseignants, face à des enfants toujours plus concentrés en classe. Quels jeux exactement ? En quelle proportion ? L'Académie ne le dit pas, mais encore une fois peu importe. Nul doute que les adolescents s'empresseront de suivre les bons conseils de l'Académie et choisiront à l'avenir les jeux les plus vertueux.

De même les jeux en réseau améliorent la « *socialisation* » : l'enfermement dans leur chambre en témoigne pour les adolescents adeptes des MMORPG, ces jeux en ligne sans limite et sans fin dans des univers virtuels.

L'Académie fait encore l'éloge des « *logiciels éducatifs* », qui servent déjà d'alibi pour les achats d'écran. Toujours en quête d'arguments commerciaux, les grands groupes technologiques n'en espéraient pas tant de l'Académie des sciences : si seulement cet avis avait pu être rendu avant Noël !

Muette, jamais consultée, l'école ne peut qu'écouter la parole éclairée de l'Académie, laquelle s'efforce néanmoins de rester consensuelle :

Comme dans tout autre domaine de la culture humaine, l'éducation reste « la technologie » la plus puissante que l'être humain ait su développer pour transmettre, acquérir et améliorer notre connaissance.

Que l'éducation soit conçue comme une « *technologie* » en dit long sur le numérisme de cet avis de l'Académie. Autant que les logiciels dits de « *contrôle parental* » ou « *éducatifs* » : on le voit, l'éducation est désormais symboliquement prise en charge par la technique.

En appelant les écrans à entrer massivement dans l'école, l'Académie donne le dernier signal qui manquait aux parents. L'absence de contrôle parental peut même être justifiée par cette caution scolaire : « *ces logiciels sont moyennement efficaces et, de plus, il faut parfois les désactiver pour qu'un enfant puisse accéder aux informations dont il a besoin lors de la réalisation de ses devoirs scolaires* » !

Quelques recommandations peu académiques

On l'a compris : les recommandations de l'Académie des sciences ne visent qu'à légitimer un état de fait et déculpabiliser – voire désinhiber – les parents sceptiques ou de plus en plus inquiets face à l'absorption de leurs enfants par les écrans.

Disons-le : malgré de nombreux défauts, les écrans n'ont pas à être bannis de l'environnement des enfants et adolescents. Mais à une condition simple : que les usages soient strictement régulés par les parents. Pour cela il n'est jamais trop tard. Formulons donc trois recommandations de bon sens, fondées sur une expérience concrète d'enseignant et de parent :

- Le libre usage du numérique exige une maturité à acquérir patiemment, une maturité qui permette à l'enfant de mettre à distance les objets numériques au lieu de l'en rendre dépendant.

Espérons seulement que cet avis n'est pas partagé par tous ses membres et que d'autres voix se feront entendre pour sauver l'Académie des sciences du déshonneur où elle s'est abîmée.

<https://rebellyon.info/Ecran-total-2-week-end-de>

Un week-end de réflexion critique sur la transformation des métiers et des modes de vie par l'informatique et les méthodes de gestion, du 31 janvier au 2 février, à l'Atelier des Canulars. Programme et liste de lectures.

Rencontre publique le vendredi 31 janvier à partir de 19h à l'atelier des Canulars, 91 rue Montesquieu, Lyon 7ème.

Cette rencontre est le prolongement de celle tenue à Montreuil en octobre 2013. Celle-ci avait réuni assistantes sociales, enseignants, élèves, professionnels des métiers du livre, de la santé, artisans, et autant d'individus qui voient les conditions d'exercice de leurs savoir-faire, et plus simplement leur quotidien se dégrader et s'appauvrir. Lors de cette deuxième édition, à Lyon, nous tenterons

d'élaborer une critique en mots et, espérons-le en actes, de la transformation des métiers et des modes de vie par la rationalisation qui nous est imposée de façon générale. Il s'agira ainsi de battre en brèche l'efficace gestionnaire ainsi que son outil le plus puissant, devenu incontournable et omniprésent, l'informatique. Au delà du partage des situations concrètes des personnes participantes, nous tenterons de lancer — ou consolider — des ponts entre diverses luttes existantes ou naissantes.

La soirée de vendredi sera une réunion publique introduite par des présentations sur la situation des métiers du livre, de l'école, et de la médecine.

Les discussions se poursuivront ensuite au même endroit le samedi 1er février toute la journée et le dimanche 2 jusqu'en début d'après-midi. Pour plus de détails nous vous invitons à consulter le programme ci-dessous.

Programme du week-end

Vendredi soir (accueil à 19 h) : réunion publique introduite par des présentations sur la situation des métiers du livre, de l'école, et de la médecine.

Samedi matin (9 h) : présentation des groupes et individus absents en octobre et souhaitant participer aux échanges approfondis ; puis, discussion des textes concernant les évolutions de différents secteurs professionnels ayant circulé préalablement. (voir la liste)

Dimanche matin (9 h) : retour sur les conclusions de la veille ; puis prolongement sur les idées et envies à long terme, à partir du récit de l'expérience d'un collectif agricole par les fermiers de l'Oseraie, et du texte « Le Syndicalisme en question ».

Liste de textes servant de base aux discussions des rencontres

Pour le samedi matin :

- ▶ [*L'informatisation du service social : du rêve au cauchemar*](#) (janvier 2013), par des assistantes sociales du 93.
- ▶ *Contre l'école numérique. Eléments de critique* (avril 2013), par la branche roannaise du syndicat des travailleurs de l'éducation de la Loire affilié à la Confédération Nationale du Travail.
- ▶ *Le Cri du mouton* (avril 2011), [*prises de position d'éleveurs du Tarn contre le puçage électronique*](#)
- ▶ *La Valse des démissions. Récit de quelques mises à l'écart (volontaires) des institutions* (novembre 2012), par le groupe Faut pas pucer.
- ▶ [*Résister à l'informatisation des données personnelles*](#) (juin 2012) et le tract [*RPPS \(répertoire partagé des professions de santé\), Big Brother vous ausculte !*](#) d'Olivier Labouret.

► [*La Querelle des modernes et des modernes*](#), brochure du collectif des 451 pour la défense des métiers du livre (contenant « l'Appel des 451 » paru dans *Le Monde* en août 2012).

Pour le dimanche :

Le Syndicalisme en question de Florent Gouget, recueilli dans *Métro, boulot, chimio*, paru aux éditions du Monde à l'envers et disponible dans les bonnes librairies à 4 euros ou sur demande.

CONTACT :

ecrantotal (at) riseup.net

Tél : 04-77-60-56-77

333333333333333333

<http://rageas93.over-blog.com/article-l-informatisation-en-service-social-du-reve-au-cauchemar-114107426.html>

L'informatisation en service social, du rêve au cauchemar!

Publié le par rageas93

Pour débiter une année 2013 que nous espérons riche en luttes,

nous décidons de publier sur notre blog l'introduction du texte d'un collectif d'assistantes sociales et secrétaires du conseil général de Seine-Saint-Denis.

Nous pouvons dire que ce texte est en même temps une enquête de terrain, une analyse et une critique de "l'informatisation là où elle n'a pas sa place."

La suite du texte et ses annexes sont disponibles ici :

<http://fr.scribd.com/doc/119269562/L-Informatisation-en-service-social-du-reve-au-cauchemar>

<http://fr.scribd.com/doc/119269534/annexes>

Nous transmettrons tous vos commentaires aux auteures de ce texte via notre adresse mail : rageas93@gmail.com

Bonne lecture à tou-te-s!

Cet écrit, avant tout destiné aux collègues, est le fruit d'échanges et de rencontres sur plusieurs mois entre assistantes sociales et secrétaires des CSS [\[1\]](#) informatisées et non informatisées.

Il engage une réflexion et une critique de l'informatisation là où elle n'a pas sa place.

L'informatisation en service social, du rêve au cauchemar !

En 2008, un logiciel nommé COSMOS[2] a commencé à être déployé au sein du service social départemental du Conseil général de la Seine Saint Denis. Il a été l'outil de l'informatisation de ce service public et un moyen pour développer un recueil de données sur les personnes, à visée purement statistique.

Ce logiciel crée un dossier informatique pour chaque personne reçue dans lequel peuvent être saisis des renseignements parmi 375 items[3] proposés sur l'identité du ménage, ses « problématiques » et les « interventions » réalisées par l'assistante sociale. A ce jour, ce fichier social informatique est mis en place et utilisé dans 10 CSS sur 32.

Des statistiques annuelles sous format de grilles papier [4] sont demandées chaque année aux équipes et regroupent les mêmes thématiques détaillées en 232 items.

Fin 2010, une nouvelle grille dénommée « enquête population » est venue s'ajouter aux statistiques habituelles.

Début 2011, des assistantes sociales réunies en assemblée générale ont décidé de boycotter l'ensemble du recueil statistique. En mars 2011, le syndicat FSU du Conseil Général de Seine Saint Denis a saisi la CNIL d'une plainte en l'interrogeant point par point sur la conformité de ces données personnelles, nominatives et recueillies sur fichier papier ou par informatique au regard de la loi « Informatique et libertés » de 1978.

Au bout d'un an, la CNIL a invité le syndicat à se rapprocher de la CIL[5]. Ce délai de traitement a permis au Conseil général de Seine Saint Denis d'envoyer à la CNIL les déclarations normales. Le 9 janvier 2012, la CIL a adressé un courrier à la CNIL pour justifier les choix du Conseil général.

L'analyse suivante s'appuie sur des échanges entre assistantes sociales et secrétaires et sur des extraits du courrier de 21 pages de la CIL.

Ces jours-ci, plusieurs éleveurs du Sud-Ouest de l'État français déclarent publiquement leur refus d'installer les nouvelles boucles d'identification électronique à l'oreille de leurs chèvres et de leurs brebis. Le groupe Faut pas pucer se déclare totalement solidaire de leur démarche et appelle les autres éleveurs à se soustraire aussi à l'obligation légale de « pucer » les animaux [1].

Ceux qui manifesteront ainsi leur désaccord avec la loi doivent s'attendre à des représailles financières : baisse des primes qui constituent une part importante de leurs revenus et peut-être judiciaires : procès, s'ils persistent. Ils auront donc besoin de soutien, matériel, moral et politique. Le plus grand service à leur rendre est d'ores-et-déjà de susciter, partout où cela semble possible, des débats sur les ravages de l'informatique dans la société, le travail, la vie personnelle. Par débats, nous entendons aussi bien la mise en discussion publique que le refus ferme des multiples contraintes bureaucratiques qui s'incarnent dans des dispositifs de « haute technologie » (ici des puces RFID, là des logiciels, ailleurs des bornes biométriques...).

Dans notre bulletin de l'hiver 2011, « Les robots rêvent-ils de moutons électriques ? », nous disions : « Un troupeau équipé de puces électroniques, c'est un troupeau qui sera géré par ordinateur. Or on ne devient pas berger ou éleveur pour travailler derrière un écran, ni pour suivre les procédures standard concoctées par de prétendus experts. Du moins, si l'on pense qu'un élevage, ce n'est pas une usine à viande destinée à produire toujours plus et plus vite.

Ce problème ne concerne pas uniquement les éleveurs : un peu partout sur les lieux de travail, dans les écoles, les hôpitaux on automatise pour gérer la masse au détriment du soin et de l'attention. Dans des maternités, on équipe les nouveaux-nés de bracelets électroniques dotés de ces mêmes puces ; dans certains établissements scolaires, les élèves munis de leur carte sans contact sont bipés à l'entrée et à la sortie : le logiciel de « vie scolaire » envoyant automatiquement des alertes aux parents par sms.

De ces innovations, qui visent à « faire moderne » et à réaliser des gains de productivité, les activités sortent appauvries, dénaturées. Et ceux qui les exercent sont plus étroitement contrôlés, leurs compétences dénigrées. Jusqu'au jour où l'on se retrouve à dire au client / à l'élève / à l'administré / au patient / à la brebis (rayez la mention inutile) : je suis désolé mais l'ordinateur ne veut pas. À cela nous répondons : je suis désolé, mais je ne veux pas l'ordinateur. »

À cela nous ajoutons aujourd'hui : désolés, mais nous ne voulons pas de la traçabilité de tout et de tous comme remède aux pathologies d'une organisation sociale démesurée. Nous rejetons la production de masse, qu'il s'agisse de nourriture ou des multiples faux besoins que le capitalisme industriel a créés. S'il est impossible de garantir que la nourriture produite sur le marché mondial ne soit pas du poison, c'est le marché mondial qu'il faut remettre en cause et non les quelques pratiques agricoles qui restent jusqu'ici étrangères à la logique industrielle. S'il paraît impossible d'avoir confiance dans ce que produisent quelque 900 000 agriculteurs (un peu plus de 3% de la population active en France), nous ne pensons pas qu'il faille contrôler plus étroitement ces 3%, mais plutôt qu'une société où si peu de gens s'occupent de produire la nourriture à commencer par la leur ne tient pas debout. Et qu'elle appelle une remise en question radicale.

Bien sûr, il est délicat de transgresser les réglementations édictées par des bureaucraties dont nous sommes profondément dépendants, d'un point de vue matériel. Mais c'est également cette question de la dépendance qui nous intéresse, dans l'affaire du « puçage » : en Occident de nos jours, nous sommes tous des assistés, du patron de PME au

bénéficiaire du RSA, de l'agriculteur au cadre dynamique, du fonctionnaire à l'artiste subventionné. Que l'on soit drogué au travail ou pas, notre mode de vie, basé sur la monétarisation de tout, les télécommunications à haut débit, l'énergie illimitée et l'État omniprésent, est en lui-même une forme d'assistanat généralisé.

Nous ne voyons pas quelle dignité et quelle liberté sont compatibles avec cela. À l'heure où la catastrophe nucléaire en cours illustre la folie du développement industriel, nous pensons qu'il est important de rejeter avec toute la fermeté possible l'embrigadement électronique et le gouvernement des experts.

Nous encourageons toutes les personnes qui se sentent concernées par ce rejet à diffuser largement cet appel, ainsi que les déclarations d'éleveurs refusant de pucer leurs bêtes. Les personnes qui s'engagent dans une telle démarche ne doivent pas rester seules face à l'administration et aux risques qu'elles encourent. Le refus de pucer implique l'organisation d'une solidarité, et d'abord d'une solidarité de proximité, entre éleveurs et avec d'autres personnes de leur voisinage. Au-delà de ce niveau local, c'est la dynamique nationale de cette campagne qui indiquera l'opportunité, et le moment, pour les refuseurs, de se rencontrer afin d'élaborer des perspectives de lutte plus précises.

Avril 2011, Le groupe Faut pas pucer

(correspondance :

Le Batz, 81 140 St-Michel-de-Vax,

ou

fautpaspucer(at)laposte.net)

Prises de position sur le refus de pucer les animaux

- [Antoine Brégeon](#)
- [Martine Chaplot](#)
- [Christine Foissac](#)
- [Laurent LARMET](#)
- [Nathalie FERNANDEZ](#)
- [Léon et Jeanne NAMPEPUSSE](#)

L'arrivée de la puce électronique dans nos troupeaux impose la traçabilité et l'informatisation de notre activité. La traçabilité a pour origine le secteur industriel. Elle a été mise au point au début du XXème siècle sur les premières chaînes de production des usines et les premiers supermarchés des USA. La traçabilité est une nécessité de la production et de la consommation de masse. L'identification administrative des bêtes, quant à elle, a débuté en France dans les années 60. Probablement pas, comme on l'entend souvent, pour des raisons sanitaires, mais plutôt pour centraliser dans les mains de l'administration et de la recherche ce que les chercheurs osent appeler l'amélioration des races.

Il y a encore quinze ans, la traçabilité était un terme utilisé seulement par les cadres de l'industrie et de la recherche. Aujourd'hui tout le monde en parle et de manière positive. Le développement de la filière bio et de la consommation responsable n'est pas étranger à ce phénomène. Désormais vernie d'une éthique qu'elle n'a jamais eu la prétention d'avoir, la traçabilité est devenue l'un des cache-misères de la production industrielle et de la société qui va avec.

Que les experts des risques industriels et les gestionnaires des crises sanitaires continuent de mesurer ce qu'ils veulent et de gesticuler dans tous les sens si ça leur chante. Mais qu'ils ne viennent pas nous emmerder. Nous ne voulons pas de leur monde industriel. Ce que l'agriculture industrielle a détruit, empoisonné, nous n'y sommes pour rien. Nous ne sommes pas des producteurs de viande. Nous sommes des éleveurs. Nous vivons avec des bêtes. Leur compagnie nous est indispensable. Nous travaillons avec elles et pour elles. Elles nous reconnaissent, nous font confiance. Elles s'attachent à nous autant que nous à elles. Ce ne sont ni des choses ni des machines à produire. L'élevage s'exprime avec des gestes de tous les jours échangés entre les bêtes et nous. Cela ne nous suffit pas qu'elles aient à manger et à boire, on recherche en plus une relation avec elles quitte à se compliquer la vie, se torturer l'esprit quand il faut les soigner, les vendre, ou les tuer. Ces gestes, ces habitudes, ces états d'âme, nous les préservons autant que possible de la modélisation et de la folie gestionnaire. Nous avons beaucoup de pouvoir sur la vie des bêtes mais nous refusons de les plier constamment à notre volonté. Et surtout nous ne délèguons jamais ce pouvoir à une mécanique administrative et scientifique qui réduira les bêtes au rang de minerai et nous-mêmes au rang de simples exécutants.

Nous avons les idées suffisamment claires sur l'élevage pour ne pas vouloir être à notre tour domestiqués par les normes et la bureaucratie agricole. Nous ne supportons pas que l'on pense et que l'on fasse les choses à notre place, particulièrement quand les donneurs d'ordre sont impalpables (normes, logiciel, règlement européen).

Je refuse de pucer mes brebis.

Depuis juillet 2010, je dois mettre à mes agneaux des boucles électroniques, et d'ici l'année 2013 ce sont toutes mes brebis qui seront concernées.

Parce que mes brebis ne peuvent pas devenir des machines, il m'est impossible de leur mettre des puces électroniques. J'ai encore plaisir à passer du temps au milieu de mon troupeau, à les observer, les distinguer par leurs robes, leurs comportements. Ce sont des moments qui donnent sens à ma vie. Des

moments où les animaux nous apprennent à vivre, nous aussi. Le puçage de nos animaux et l'introduction de l'informatique dans notre travail quotidien, viennent faire écran aux relations que nous construisons tous les jours avec eux. Cette situation qui nous est imposée est la poursuite de l'industrialisation de l'agriculture.

Après la deuxième guerre mondiale, l'essor de la mécanisation aidant, les paysans vont agrandir leurs surfaces pour élever plus de bêtes. Ils ne vont plus travailler avec leurs voisins, mais seuls, et vont se spécialiser. Les quantités qu'ils vont produire augmentent, entraînant la sélection des plants et des races. Certaines vont même disparaître, ou presque. Leur savoir est segmenté, parcellisé, ils deviennent naisseurs, engraisseurs ou céréaliers.

La condition des hommes est en rapport avec celle des bêtes. Dans les ateliers d'engraissement on trouve des animaux qui ont une vie réduite au m², qu'ils occupent de leur naissance à leur mort. Ces paysans sont devenus des opérateurs sous contrat. Ils ne décident ni de l'alimentation de leurs bêtes, ni des soins à leur donner, ni de leur mort, ni de leur vente et ni de leur prix.

Aujourd'hui, le génie génétique accélère le mouvement. La production animale est en voie d'atteindre le stade ultime de son développement : la production de viande in vitro, production biotechnologique de protéines animales. Pour moi, la boucle électronique que l'on nous demande de mettre à nos brebis ne fera que renforcer la filière industrielle.

Actuellement, l'administration justifie le puçage par une amélioration de la traçabilité. Or, ceci est une supercherie. Le terme de traçabilité est associé spontanément à « qualité », « sécurité » ; cela n'empêche pourtant pas les crises sanitaires et la mauvaise qualité des produits. C'est surtout de la logique productiviste et des circuits d'échanges mondiaux que tout cela provient. L'industrialisation rompt l'équilibre entre les hommes et les bêtes, et provoque un déracinement culturel et géographique.

Petit à petit, le paysan et ses bêtes perdent tout un savoir-faire, une sensibilité, un imaginaire ; alors que « depuis les premiers temps des processus domesticatoires, il y a de cela une dizaine de millénaires, les animaux vivent, travaillent et meurent avec nous. Ils ont construit avec nous les sociétés humaines, ils sont constitutifs de notre identité collective et subjective. Nous avons besoin d'eux pour être ce que nous sommes, c'est-à-dire des êtres humains » [2].

Par conséquent, je refuse de pucer mes brebis.

Les éleveurs d'ovins et caprins se voient obligés de poser une boucle électronique à leurs animaux depuis le 1er juillet 2010. Pour les éleveurs de

bovins, dont je suis, les boucles existent et sont disponibles pour ceux qui les désirent. Dernière étape avant de les imposer à tous, des réunions, en énonçant les avantages, commencent à être organisées pour faire accepter aux éleveurs cette nouvelle réglementation.

Les 2 arguments les plus assénés sont : l'amélioration de la traçabilité sanitaire et le confort de travail procuré à l'éleveur.

Le puçage n'est pas une identification plus fiable : les systèmes les plus simples sont les plus sûrs (tatouage). La technologie revêt l'idée d'inviolabilité pour rassurer sur la traçabilité, cette notion si rabâchée qu'elle se substitue à celle de qualité. La traçabilité, indispensable à l'agro-industrie, est une sécurité illusoire, car cette même industrie est souvent à l'origine des crises sanitaires (cf. crise de la vache folle). C'est la localisation de la production qui améliorera les capacités de suivi et la qualité, et non un gadget high tech !

Quant au confort de travail... il s'agit surtout de faciliter la gestion administrative de nos troupeaux, tant on est soumis à l'accumulation de réglementations et obligations, et ce sont celles-ci qui créent le besoin de passer à l'informatisation.

De plus, ce confort est surtout celui des élevages en route pour devenir sous-traitants de l'agro-industrie. Ces élevages « saisiront l'opportunité du puçage » : supporteront les coûts supplémentaires dus aux lecteurs, logiciels, portails automatiques... Ils pourront grossir grâce à moins de manutention, plus de fluidité du troupeau et d'automatisation de leur travail (tris, pesées, distribution de concentrés...). Grâce aux réseaux informatiques auxquels l'animal est intégré via la puce, la connaissance individuelle d'une bête (naturelle dans les petits troupeaux) sera possible : accès à sa généalogie, aux événements de sa vie, à ses performances...

Certes, il n'est pas toujours facile à un éleveur de se soustraire à cette logique industrielle, mais intégrer les discours des experts et être dupe de l'artificialisation amenée par la technologie donnent la mesure de sa compromission.

Il ne faut pas oublier que le puçage renforce l'idée et la faisabilité des contrôles. Comme les revenus agricoles ne permettent pas de se passer des primes, l'administration nous contrôle, nous dépossède de nos choix par ses envies normalisées. L'humain est alors considéré comme le point faible, est suspecté et donc à surveiller.

Dans ces perspectives-là, on imagine bien l'opportunité que sont les puces !

Je terminerai par ce qui me paraît le plus important : le rapport à l'animal. Et ce rapport, qui est au coeur de notre métier, est remis en cause

par le puçage. Ce métier ne deviendra pas plus confortable grâce au puçage, mais il se videra de son sens. L'animal ne sera plus lié à l'éleveur et sera réduit à sa fonction alimentaire.

Quel intérêt y aura-t-il à être éleveur si nos pratiques nous sont toujours plus dictées et étroitement surveillées, et si l'animal devient un produit manufacturé niant son compagnonnage avec l'homme ?

C'est pour cela que j'ai décidé de m'opposer aux puçage de mes bêtes, avec l'idée que rien n'est inéluctable : ce qui a été fait peut être défait !

Dans les livres d'histoire de l'école publique française, il était écrit que la mécanisation de l'agriculture avait libéré la main-d'oeuvre des campagnes qui, en allant travailler à l'usine, avait permis la révolution industrielle.

C'est sans doute ce goût prononcé pour la liberté qui a fait qu'aujourd'hui, à l'échelle française, la plupart des gens ne produisent pas leur propre nourriture.

C'est sûrement ce penchant pour l'usine qui fait que 99% de la viande consommée dans ce pays est produite de façon industrielle.

Par exemple dans le cas des agneaux, pour chaque animal vendu, son engraissement nécessite en moyenne 60 kg d'aliment industriel à base de soja pour obtenir un poids moyen de 18 kg par carcasse.

La généralisation de ce mode de production, qui nourrit tous les animaux avec les mêmes ingrédients (seule la formulation change un peu) aboutit à la monoculture de soja en Amérique latine sur 45 à 50 millions d'hectares.

Nous, qui élevons des brebis et d'autres animaux, ne représentons plus que le centième en terme de quantité de viande produite sans confinement du bétail et recours à tous ces aliments plus ou moins nocifs pour la santé ;

Nous sommes encore là parce que par le passé nous avons refusé de nous soumettre à des acheteurs qui, en tant qu'intermédiaires, exigeaient de nos animaux une conformation standard et donc une nourriture standard.

« La qualité, c'est la régularité » venaient-ils nous dire. « Un produit conforme et régulier, ça se vend bien. » rajoutaient-ils. Et ils terminaient en disant que « La bonne camelote, c'est celle qui se vend bien ». Puis ils remontaient dans leur bétailière et nous on se débrouillait pour vendre nous-mêmes nos animaux.

Aujourd'hui, ces maquignons ont presque tous disparu. Le marché, qu'ils avaient construit en l'approvisionnant, les a supprimés par ce mouvement de concentration qui ramène toujours la fortune vers ceux qui en possèdent le plus.

Donc nous sommes toujours là et nous refusons de nous soumettre à une nouvelle exigence industrielle : ce coup-ci, de tracer électroniquement la viande. C'est-à-dire qu'ils veulent continuer à vendre de la merde aux gens, mais pour les rassurer, on leur dit que c'est tracé et donc que ça ne risque rien.

Et par cette posture qui caractérise les puissants depuis toujours, ce qui vaut pour eux doit être appliqué à tous.

C'est-à-dire que si l'industrie veut des puces, tout ce qui s'appelle viande doit porter des puces.

Comme si tout ce qui n'est pas puissance et argent n'avait jamais rien valu et n'avait plus d'intérêt.

Comme à l'époque coloniale, l'arrogance des dominants leur faisait appeler oisiveté tout ce qui n'était pas travail et exploitation des gens et des choses.

Et leur ôtait tout scrupule à s'accaparer le bien des indigènes en les jugeant incapables d'en profiter eux-mêmes.

A ce point que quand les esclaves se soulevaient, les maîtres tentaient de les calmer en leur donnant un peu plus de pain et de couvertures alors que c'est de dignité qu'ils avaient faim.

C'est toujours cette suffisance qu'on affronte aujourd'hui.

En plus moderne bien sûr, rendue plus acceptable par les experts en com'. Le mépris dédaigneux des autres s'est souvent changé en incompréhension polie, en malentendus préparés d'avance.

Persister à refuser, c'est sûrement perdre des subventions, mais c'est aussi affirmer que l'humiliation ne se compense pas avec de l'argent, qu'il est possible de gagner moins et de ne pas échanger que de la monnaie entre nous.

Parce qu'il n'est plus possible de subir sans rien dire cette avalanche d'obligations, d'interdictions, induites par l'industrialisation délirante de tout, tout en continuant d'aller aux brebis avec le sourire,

Parce qu'il ne m'est pas envisageable de me taire,

Et pour tout le reste,

Je refuse de pucer mon troupeau.

Sur la traçabilité.

Nous sommes pour que les gens sachent la vérité sur ce qu'ils mangent. On en a marre de voir sur les marchés ces saucisses et jambons de nos

montagnes, vendus par de joviaux moustachus, rondouillards à chapeau et petites nappes à carreaux.

Médaille par ci, label par là, grand prix du festival de la qualité alimentaire... Tout ça pour un cochon qui est né en Hollande, a grandi au Danemark et est-ce qu'il est au moins mort par ici, pour avoir tant de décorations ?

Il aura en tous cas passé sa courte vie à bouffer des saloperies vitaminées à base de soja brésilien OGM ;

Mais ça a créé des emplois, dans le transport et l'emballage, surtout.

Bon, si tout le monde veut des puces, on peut en mettre, ça nous rabaissera juste un peu plus, de toute façon on est presque au fond.

Mais avant ça, seulement une petite condition : dans un souci de cohérence sur la prévention des risques alimentaires, nous exigeons au préalable de la parfaite traçabilité de nos animaux que soit démantelée toute installation nucléaire située à moins de 1000 km de tout élevage. Tant qu'on y est, la certitude qu'aucune eau ne subisse de pollution chimique.

Dans l'attente, venez plus nous faire chier, bandes de cons-trop-leurs.

Déclaration collective d'éleveurs qui refusent le marquage électronique des animaux



Déclaration éleveurs

Notes

[1] L'obligation d'identifier les caprins et les ovins nouveaux-nés est entrée en vigueur le 1er juillet 2010. Elle

devrait concerner les bovins d'ici quelques années. À l'inverse, l'obligation de « pucer » les chevaux est plus

ancienne (2008). Il est également obligatoire depuis plusieurs années d'identifier les animaux domestiques, et

dans les mois à venir, la seule identification qui restera valable sera celle par la puce électronique.

Notre appel à

remettre en cause ces réglementations concerne bien sûr tous les animaux.

[2] J. Porcher, chargée de recherches à l'Inra.

Documents associés à l'article :

-  [Prises de position](#) (PDF – 83.7 ko)
-  [Lettre Faut Pas Pucer](#) (PDF – 74.3 ko)

[illegible]

<https://blogs.mediapart.fr/helene-duffau/blog/060916/ecran-total-resister-la-gestion-et-l-informatisation-de-nos-vies>

Écran total: résister à la gestion et l'informatisation de nos vies

- 6 sept. 2016
- Par [helene duffau](#)
même texte plus bas

[illegible]

<https://sniadecki.wordpress.com/2016/09/13/plate-forme-ecran-total/>

Plate-forme Écran total

13 septembre 2016

Résister à la gestion et l'informatisation de nos vies

Depuis 2011, un certain nombre d'éleveuses de brebis et d'éleveurs de chèvres désobéissent à la directive européenne qui les oblige à poser des puces électroniques à l'oreille de leurs bêtes. Ils refusent de gérer leur troupeau par ordinateur et de se conformer aux nécessités de la production industrielle, comme la traçabilité. Ils s'organisent entre collègues, voisins, amis, pour répondre collectivement aux contrôles qu'exerce l'administration sur leur travail, et faire face aux sanctions financières qui leur sont infligées en conséquence.

De 2011 à 2013, des assistantes sociales ont boycotté le rendu annuel de statistiques, qui sert autant à évaluer leur travail qu'à collecter plus de données confidentielles sur les « usagers ». Elles affirment l'inutilité de l'informatique dans la relation d'aide. Elles dénoncent un des objectifs de l'administration et ses managers : celui de faire entrer l'obligation de résultats dans leur métier. Elles refusent qu'à chaque situation singulière doivent répondre des actions standard en un temps limité.

Dans les années 2000, des directeurs d'école et des parents d'élèves se sont opposés à la collecte de données personnelles sur tous les enfants scolarisés via le logiciel Base-élèves. Fin 2015, des personnels de l'éducation nationale ont dénoncé publiquement l'informatisation de l'école, par

l' [Appel de Beauchastel](#). Ils refusent de résumer leur enseignement à une pédagogie assistée par ordinateur, destinée à occuper la jeunesse en attente d'entrer sur le marché du travail.

En 2013 est né un réseau, baptisé « Écran total », pour fédérer ce type de résistances. Il réunit des personnes de toute la France travaillant dans l'élevage, l'éducation, le travail social, la médecine, la boulangerie, le maraîchage, la menuiserie ou les métiers du livre... Mais aussi des gens au chômage, au RSA ou sans activité. En comparant nos situations, nous avons reconnu une même logique à l'œuvre : l'informatique et la gestion détruisent nos métiers et dégradent les relations sociales. Nous nous y opposons ensemble, et appelons toutes celles et ceux qui vivent la même chose à rejoindre Écran total.

Nous critiquons l'emprise grandissante des logiques gestionnaires. Qu'elles se présentent comme innovation technique, organisation scientifique du travail ou management, ces formes de pouvoir attaquent notre dignité et nous opposent les uns aux autres. Nous voyons disparaître les marges de liberté qui nous permettent d'échapper aux impératifs de la rentabilité. D'après le discours dominant, il s'agit là d'un progrès. Mais pour les humains que nous sommes encore, loin de mettre un terme aux travaux pénibles, ce processus est le progrès de notre dépossession.

Que nous fait l'informatique ? Elle vise à optimiser le temps productif et prétend nous simplifier la vie, mais en réalité, elle prend du temps et de l'attention au travail vivant en démultipliant les tâches administratives. Elle nous oblige à saisir des données. Elle produit ensuite des statistiques et des algorithmes pour découper, standardiser et contrôler le travail. C'est du taylorisme assisté par ordinateur. Le savoir-faire est confisqué, le métier devient l'application machinale de protocoles déposés dans des logiciels par des experts. Ce qui n'est pas nommable ou quantifiable disparaît : il y a de moins en moins de place pour la sensibilité, la singularité, le contact direct, pourtant essentiels à l'enseignement, le soin l'agriculture, l'artisanat... Par la mesure constante des performances, nous finissons enfermés dans l'alternative infernale : subir la pression ou se faire éjecter. Bien souvent, ce sera les deux. Pendant que les usines ferment, même les activités qui en sont les plus éloignées sont gagnées par l'absurdité et la violence du modèle industriel.

Au-delà du travail, c'est toute notre vie intime et commune qui est affectée : elle perd ce qu'elle a d'incalculable. Dans l'administration, les services publics, les transports, en tant qu'étrangers, élèves, patients, clients, nous sommes réduits à des flux, identifiés, surveillés, numérisés. Les machines deviennent nos seuls interlocuteurs. Les dispositifs électroniques intégrés à toutes choses masquent les rapports de pouvoir sous une apparence d'objectivité. L'enthousiasme pour les écrans façonne un monde où tout s'aplatit, s'accélère et se disperse. La saturation d'informations entrave la pensée et les moyens de communication nous coupent la parole. Mettre en valeur les savoir-faire autonomes et le temps de leur élaboration est devenu une lutte quotidienne. La prétendue dématérialisation consacre en fait la surexploitation des ressources : composants métalliques et plastiques des ordinateurs, data centers en surchauffe, câblages géants... Le tout est fabriqué par les forcés du monde industriel et échoue dans les décharges qui se multiplient au Sud de la planète.

Écran total s'est réuni à plusieurs reprises, le temps d'un week-end, à la ville comme à la campagne. Autant de rencontres au cours desquelles nous partageons des témoignages sur la dégradation de nos métiers et des situations de conflit au travail ou face à l'administration. Certains tentent de préserver du sens dans l'exercice d'un métier qu'ils reconnaissent de moins en moins. D'autres ne veulent plus lutter sur le terrain de leur activité professionnelle, démissionnent et s'engagent sur des

chemins de traverse. Le chômage peut alors être un moyen de réfléchir et d'agir hors de la production et du travail salarié. Nous mettons en mots ces conflits et ces parcours pour sortir de l'isolement et de l'impuissance dans lesquelles les gestionnaires veulent nous enfermer. Partant de l'analyse de ce que nous vivons, nous construisons une parole politique commune et nous imaginons de nouvelles formes de lutte et d'autres manières de travailler.

Nous mettons au centre de notre démarche un problème qui n'est jamais porté collectivement, celui du rôle et du contenu du travail. Il nous importe par exemple de pouvoir juger du caractère inutile, voire nuisible, de certains métiers et de la misère humaine qu'ils induisent. Nous constatons que les syndicats ont renoncé à le faire. Ils se bornent le plus souvent à une défense corporatiste de l'emploi, à lutter pour défendre des statuts et des conditions de travail, sans remettre en cause le sens des productions et des activités pour lesquelles les travailleurs sont payés. Ils se font ainsi les cogérants de l'organisation sociale à l'origine des maux qu'ils combattent.

Dans le cadre de la lutte contre le puçage électronique des animaux d'élevage, des fermes sanctionnées de plusieurs milliers d'euros ont bénéficié de la solidarité de centaines de personnes. Ces dernières ont aussi bien organisé des concerts de soutien ou des débats, envoyé de l'argent aux éleveurs, écrit des lettres de protestation aux administrations et occupé celles-ci, accueilli en nombre les contrôleurs sur les fermes. Les refuseurs du puçage sont ainsi en mesure jusqu'ici de tenir leur position.

Nous voulons continuer à nous soutenir dans nos luttes en affirmant des choix communs et en coordonnant nos actions publiques : désobéir de manière concertée, faire face collectivement aux sanctions, mettre en œuvre un soutien matériel et humain entre les métiers et les régions.

Au-delà, nous voulons retrouver de l'autonomie, redéfinir nos besoins, nous réapproprier des savoir-faire. Bref : décider de la forme et du sens de nos activités et de notre vie.

Ce sont ces buts et ces pratiques que nous vous invitons à partager et approfondir au sein d'Écran total.

Pour nous rencontrer, écrire à :

Faut Pas Pucer, Le Batz 81140 St-Michel-de-Vax

ou à <ecrantotal[at]riseup.net>

.

Télécharger le texte de la plate-forme

[Ecran Total](#)

.

Rencontres Ecran Total 2016

du 20 au 24 octobre 2016

Un samedi avec ceux qui refusent les ordis et l'informatisation de nos vies

Dans une société ultra-technicisée, comment lutter contre la transformation de nos vies en chiffres ? Rue89 a rencontré Ecran total, un petit collectif de réfractaires à la technique.

Dans la cour de la grande ferme, une poule passe. Un gamin joue dans le gravier. Un petit groupe de personnes prennent le soleil en fumant une cigarette. La porte du corps de ferme s'ouvre et quelqu'un passe une tête en disant :

« Qui veut venir discuter du luddisme ? »

Dans la grande salle, une quarantaine de personnes, assises autour de deux longues tables de bois, discutent et prennent des notes. L'ambiance est studieuse, il y a du feu dans la cheminée, des coussins et un coin bibliothèque, avec des brochures, du Lewis Mumford, intellectuel américain de la technique, et un ouvrage *Le monde en pièces, pour une critique de la gestion* (éd. La Lenteur, 2012).

Pendant trois jours et demi, du 20 au 23 octobre, le réseau Ecran total, un collectif de *refuzniks* de la technique, s'est réuni dans ce corps de ferme d'un village de Seine-et-Marne. Rue89 est allé à leur rencontre, le samedi.

Critiques de la rhétorique du progrès, ils refusent la numérisation, le fichage, la gestion et l'informatisation de nos vies. Même s'ils sont conscients d'être une petite poche de résistance dans une société ultra-technicisée et numérisée.

Faut pas pucer

Tout commence en 2011, quand des éleveurs et éleveuses de brebis et de chèvres refusent de poser des puces RFID sur leurs bêtes, comme les y oblige une loi de 2010 sur l'identification des animaux, pour tracer les bêtes. Matthieu, l'un des historiques d'Ecran total, résume, lapidaire :

« Ils voulaient en faire des terminaux informatiques. »

Un collectif d'éleveurs se crée, [Faut pas pucer](#). Leurs dénonciations sur les ravages de la gestion informatique du monde et la destruction du lien humain font mouche hors du cercle des agriculteurs.

Des brebis et des hommes

Keltoum est assistante sociale en Seine-Saint-Denis. En 2011, elle participe avec des collègues de son département à un [boycott](#) des rapports statistiques que leur demande la direction : des grilles « avec 320 items, dont des catégories extrêmement gênantes comme la nationalité, par exemple, qu'il nous était impensable de remplir ».

Les travailleurs sociaux qui participent au boycott ont le sentiment qu'on les instrumentalise pour constituer des fichiers sur les personnes qu'ils accompagnent et que ces pratiques dénaturent profondément leur métier.

Un jour, un ami parle à Keltoum des luttes de Faut pas pucer. Elle est frappée par les parallèles :

« L'administration voulait la "traçabilité" des personnes comme celle des brebis. Les mêmes mécanismes étaient à l'œuvre. »

Peu à peu, des lectures, des prises de paroles s'organisent, dans des librairies, des cercles militants ou alternatifs. Le mouvement n'est pas immense mais il suffit à provoquer des rencontres. Pour Keltoum, celles-ci étaient essentielles :

« On invitait des copains à parler : des menuisiers, des enseignants... Les expériences des autres t'amènent à assumer ton décalage avec le discours que tu entends partout ailleurs. »

En 2013, ces rencontres donnent lieu au réseau Ecran total, pour fédérer ces initiatives « contre la gestion et l'informatisation de nos vies », comme est titrée leur plateforme.

Boycott du fichier Base élèves

Les membres du collectif viennent de divers horizons professionnels : éleveurs, enseignants, directeurs d'école, travailleurs sociaux, infirmiers en psychiatrie, libraires, bibliothécaires, artisans (un boulanger et un plombier, entre autres) ou chômeurs. Beaucoup sont venus à la critique de la technique par des expériences vécues au travail.

Il y a ainsi Christine, 60 ans, ancienne directrice d'école à la retraite, qui a refusé d'inscrire ses élèves sur le fichier informatisé [Base élèves](#), comme le lui demandait le rectorat. Soutenue par les parents d'élèves, dans sa classe unique, elle a boycotté le fichier, sous la pression du rectorat.

Un matin, un fonctionnaire est venu chercher les dossiers papier dans l'école pour les saisir dans le fichier informatique. Avant de partir à la retraite en 2013, Christine a été sanctionnée financièrement pour avoir refusé de le faire. Elle déplore :

« On administre aujourd'hui les gens comme des choses. »

Il y a aussi d'autres enseignants venus de toute la France : profs de maths, de français ou de SVT, qui partagent tous le refus de l'informatisation de l'école.

Ce samedi, il y a aussi une doctorante en urbanisme, qui dit venir chercher à Ecran total une alternative aux modes d'informatisation qu'elle observe à l'université.

« Ecran total m'a permis de mettre des mots sur ce que je vivais. »

« Prendre le temps »

D'autres sont venus, portés par des réflexions personnelles. Comme Hervé, 50 ans, musicien et participant à une [coopérative](#) alimentaire, sociale et solidaire autogérée à Paris, qui a décidé de se passer progressivement de téléphone et d'ordinateur.

Ou David, boulanger de 31 ans dans la Creuse, qui a choisi ce métier parce qu'il lui semblait que c'était une des rares activités qu'il pouvait faire sans machines. Le boulanger n'a ni portable, ni ordinateur.

« Cela me vient, je pense, d'un goût pour la simplicité, la substance des choses. Pour moi, il y a un côté superficiel avec l'écran. »

Il parle aussi d'un autre rapport au temps, qui s'est accéléré avec la technicisation du monde : dans le four communal qu'il a racheté, il aime « prendre le temps de faire des choses belles et bonnes ».

Antoine (un pseudo), 28 ans, est lui technicien de maintenance dans une usine qui fabrique du pain cru surgelé : sur la chaîne de production, entièrement mécanisée, les ouvriers ne touchent même pas la pâte. Antoine ne fait pas encore partie d'Ecran total, il est venu avec un ami. « Je ne vois pas encore comment je pourrais contribuer à tout ça », songe-t-il, quelque peu désabusé.

Les humains réduits à des données

Quelles que soient leurs expériences, ils partagent tous le même refus du numérique et de l'informatisation en général :

« La technique, on préférerait s'en passer. »

Il ne faudrait pas les confondre avec de doux hippies nostalgiques. Leur réflexion est d'abord politique et critique. Comme leurs ancêtres luddites cassaient les machines pour protester contre la nouvelle organisation du travail et les modes de contrôle qu'elles annonçaient, ces [« technocritiques »](#) du XXI^e siècle dénoncent « l'ordinateur et son monde ».

« Le numérique est un instrument d'une société managériale, qui réduit les humains à des données », expose Catherine. Les mesures et le chiffrage ouvrent une société de normes et de contrôle, où la gestion par le fichier et la norme remplace l'homme. Et c'est le travail qui se trouve affecté de plein fouet et devient le centre de leur lutte, écrivent-ils dans leur plateforme :

« Nous mettons au centre de notre démarche un problème qui n'est jamais porté collectivement, celui du rôle et du contenu du travail. »

Hacker le système, ils n'y croient pas

David, le boulanger, dont le métier tel qu'il l'exerce n'est pas détérioré par le numérique, va plus loin :

« Au-delà de l'opposition sur le numérique, je dirais qu'il y a une position anti-industrielle. »

Ils ne sont pas les seuls à trouver que le numérique augmente la surveillance, la gestion des vies et les puissances du néo-libéralisme. C'est même une critique récurrente chez les hackers ou les hacktivistes, voire certains artistes numériques. Mais ces derniers sont d'avis qu'on peut fabriquer des outils qui auraient d'autres effets, qui seraient libérateurs ou du moins émancipateurs.

Les membres d'Ecran total eux ne croient pas du tout au « piratage » ou au fait de « hacker le système ». Pour eux, la technique n'est pas neutre et le numérique ne peut que pousser vers la réduction du monde en chiffres. Comme le résume David :

« Un monde meilleur ne se ferait pas avec ça autrement – il se ferait sans ça. »

« La fin du métier »

Ce samedi matin, un groupe de profs se sont isolés dans une pièce glaciale de la ferme. Ils sont signataires de « l'appel de Beauchastel », petit collectif qui a découlé d'Ecran total. En décembre 2015, une quinzaine d'enseignants se sont réunis en Ardèche, pour co-écrire ce texte expliquant en

quoi le numérique signe, *in fine*, « la fin du métier ». Ils sont aujourd'hui une trentaine de signataires.

« On refuse le numérique en classe parce qu'on veut enseigner », répètent-ils.

Emilie, éducatrice sportive et assistante d'éducation dans un lycée, explique :

« Moi je refuse d'être devant l'ordi, alors je suis dans la cour et je connais bien les élèves. En refusant la numérisation, j'ai l'impression de bien faire mon travail. »

Pour ces profs, s'opposer au tableau connecté, ne pas remplir le cahier de texte numérique ou ne pas emmener les élèves en classe informatique a un prix. Emilie résume :

« Si t'es le seul dans ton bahut à le faire, t'es un emmerdeur qu'on évince vite fait. »

Tous soulignent l'importance de se soutenir. Pendant la réunion du matin, les enseignants débattaient du rôle à donner aux « soutiens » qui gravitent autour de l'appel de Beauchastel sans en être signataires :

« L'idée c'est de recréer ce rôle de protection qu'avaient les syndicats. »

« **Micro-résistance** »

Cet après-midi, un historien fait une conférence dans la grande salle. Il retrace l'histoire du syndicalisme ouvrier et du syndicalisme révolutionnaire. Les luttes des [guesdistes](#) et le récit de l'origine de la CGT semblent bien éloignés des tablettes et des puces RFID – mais dehors, Christine nous explique qu'ils font souvent venir des gens pour leur parler d'expériences ouvrières, pour chercher des modèles, des idées de pratiques qui auraient marché dans le passé.

C'est une question à laquelle ils ont tenté de répondre la veille : quelles actions mettre en place ?

Ils ont bien conscience de n'être pour l'instant qu'une « micro-résistance ». Leur prise de position radicale n'est pas à l'abri de la contradiction : ils utilisent aussi les e-mails pour se coordonner. Certains ont fait remarquer la veille qu'ils aimeraient ajouter une adresse postale à la fin de leur manifeste, en complément du courriel.

On leur dit que leur projet d'un monde sans technique semble irréalisable, à moins de se cantonner à quelques poignées d'expériences isolées. David en convient :

« C'est vrai qu'on en est tellement loin aujourd'hui, qu'il faut faire preuve de beaucoup d'imagination. Mais ça n'empêche pas d'y aspirer. »

Chercher des alliances

L'un des objectifs du week-end est précisément de chercher des alliances. Comme d'autres mouvements de contestation actuels, Ecran total se sent proche des luttes locales comme celles des Zones à défendre (ZaD) et particulièrement de Notre-Dame-des-Landes, parce qu'elle regroupe beaucoup de travailleurs avec les zadistes.

La plupart ne veulent pas sortir du travail, ils pensent juste qu'il faut lui redonner du sens. Pour ça, ils espèrent convaincre des syndicats (dont certains font partie), malgré les mots cinglants qu'ils ont pour eux dans leur plateforme :

« Ils se bornent le plus souvent à une défense corporatiste de l'emploi, à lutter pour défendre des statuts et des conditions de travail, sans remettre en cause le sens des productions et des activités pour lesquelles les travailleurs sont payés. Ils se font ainsi les cogérants de l'organisation sociale à l'origine des maux qu'ils combattent. »

Quelques enseignants doivent prochainement intervenir lors d'[un stage](#) sur le numérique et l'école, organisé par le syndicat Sud-Education, et bientôt dans deux antennes locales. C'est un début.

Une dernière question...

Certains les taxeront de naïfs, d'utopiques ou d'amoureux des causes perdues. Comme tous les refuzniks, ils sont minoritaires. Mais ils ont le mérite indiscutable de mettre en lumière les contradictions et les paradoxes sur lesquels nous édifions le « progrès » contemporain.

A la fin de notre interview, sur le gravillon près de l'entrée de la ferme, David, le boulanger, nous retourne gentiment nos questions :

« Et vous, comment vous vivez le fait de savoir que vous êtes financés par la publicité ? Et qu'avec vos smartphones, vous laissez faire l'exploitation des mines et des ressources en Afrique, et l'exploitation des ouvriers des pays du Sud ? »

Nous n'avions pas de réponse satisfaisante à lui donner.

Par Emilie Brouze Journaliste, Claire Richard Journaliste.

Publié sur le site [Rue89](#) le 25 octobre 2016.

David n'a pas d'ordinateur : « C'est une question de présence au monde »

Ces membres du collectif Ecran total refusent le monde qu'amènent les outils numériques. Parce qu'ils dénaturent leur travail, ou qu'ils n'ont pour eux aucun sens.

Les membres du collectif viennent de divers horizons professionnels : éleveurs, enseignants, directeurs d'école, travailleurs sociaux, infirmiers en psychiatrie, libraires, bibliothécaires, artisans (un boulanger et un plombier, entre autres) ou chômeurs.

Pour beaucoup, c'est ce qu'ils ont vécu au travail qui a mûri leurs critiques de la technique. David, Keltoum, Julien et Christine ont accepté de raconter à Rue89 leur expérience.

1. « Le pain me semblait une belle et bonne chose »

David, 31 ans, boulanger dans la Creuse

A propos de l'ordinateur

« Je n'ai pas d'ordinateur chez moi. Sur le fond, ça me gêne d'utiliser une machine sur laquelle je n'ai pas de prise. Si elle tombe en panne, je ne pourrais pas la réparer. Je pourrais apprendre mais ça me semble beaucoup trop complexe.

Et pour moi, utiliser un ordinateur justifie en amont les usines où les gens travaillent dans des conditions désastreuses ainsi que l'extraction de minerais qui se fait dans des conditions désastreuses.

Fondamentalement, je n'ai pas besoin d'un ordi : ce n'est pas quelque chose de volontariste, je ne m'en prive pas. Je tiens à peu près la même réflexion pour les portables (j'en avais un quand j'étais étudiant, mais plus maintenant). J'ai le sentiment de gagner en liberté en m'en passant.

J'arrive à me débrouiller avec ce que j'ai sous la main, sans me rendre complice d'un asservissement.

Je ne sais pas trop d'où ça vient tout ça. Sans doute d'un goût pour la simplicité et la substance des choses. Pour moi, il y a un côté superficiel avec l'écran. »

A propos de son métier

« Il y a trois ans, après avoir été lecteur public, j'ai racheté un four communal dans un village de la Creuse. Je fais de la "boulange" manuelle : je pétris la pâte à la main et je le fais cuire au feu de bois. Je fais deux fournées par semaine de 30 kilos de pain. Je vends mon pain sur place et dans un café associatif. Avec mon amie qui m'aide pour la boulange, on fait aussi un peu d'agriculture vivrière, on a quelques bêtes.

Ce qui m'a intéressé, c'est le fait que ce soit une des rares activités que tu peux faire sans machines, tout en pouvant en tirer un revenu suffisant. Le pain me semblait aussi une belle et bonne chose.

Je ne fais pas ma farine. C'est de la farine bio mais ça reste du bio assez industriel : en amont, le blé est récolté avec des tracteurs, il y a donc une mécanisation très forte. A terme, j'essaierai de faire ma propre farine.

C'est une question de rapport au temps : pour faire du pain, qui me semble être bon, il faut prendre le temps de le faire.

Je fais du pain au levain, sans utiliser de la levure chimique. C'est un processus qui prend du temps. Vers midi, je prépare mon levain qui fermente jusqu'au lendemain matin. Puis je pétris la pâte que je laisse ensuite lever. Je façonne, c'est-à-dire je forme les pains, je laisse encore lever puis j'enfourne et j'attends. Quand je commence la fournée, j'en ai pour 8 heures. Je vais aussi régulièrement couper du bois pour le four. »

Sur le numérique

« Le numérique, je trouve ça envahissant : c'est lié à une critique de la vitesse et de la quantité. Internet met plein de choses à disposition, très vite, mais à terme je ne suis pas sûr que ce soit quelque chose de précieux. Que ça nous rende plus hospitalier, plus fraternel, plus humain.

C'est une question de présence au monde : je ne pense pas que le numérique engendre une qualité de relation interpersonnelle et au monde. L'écran fait obstacle à l'émerveillement, à la conscience de ce qui nous entoure. Si on met ça dans la balance, et qu'on ajoute la nuisance que ça génère, c'est vraiment trop cher payé. Et en plus, ça profite à des gens mal intentionnés et à des grosses entreprises.

Je ne le clame pas partout mais c'est un choix à dimension individuelle qui montre aussi que c'est possible et que ça peut être assez heureux. »

2. « Nous avons boycotté les rendus statistiques »

Keltoum, assistante sociale, Seine-Saint-Denis

Sur la façon dont son travail a changé

« Je suis assistante sociale depuis 17 ans en Seine-Saint-Denis, où je vis aussi. Jusqu'à la moitié des années 2000, le travail social était assez préservé de l'informatisation et de l'évaluation. Les rendus statistiques ont longtemps comporté une partie appelée "compte-rendu d'activité" où le travailleur social et son équipe pouvaient s'exprimer librement.

Cet écrit collectif, qui remontait ensuite à la Direction départementale, nous permettait de porter une parole, d'exprimer notre point de vue, nos sentiments et notre analyse du terrain. Mais il s'est peu à peu réduit comme peau de chagrin et ces compte-rendus ont pris une tournure complètement quantitative.

En 2010, on a vu arriver des grilles statistiques comme on n'en avait jamais vues. Il y avait jusqu'à 320 items par dossier ! Ça allait de renseignements sur la composition des foyers, par exemple, à, ce qui était extrêmement gênant, des choses comme la nationalité – qu'il était pour nous impensable de remplir. Tout cela allait dans le sens d'un recueil très très précis d'informations sur les personnes et de la constitution de fichiers.

Il y avait aussi des sections permettant d'évaluer l'intervention du travailleur social et son rendement. On nous a aussi présenté une "enquête de population" de type Insee, avec des indicateurs socio-démographiques. On nous demandait, à nous, travailleurs sociaux, d'être les petites mains de ce recueil de données à l'échelle d'un territoire. Pour nous, ç'a été le moment de bascule.

Bien sûr, on nous disait que cela montrerait la réalité du travail social aux décideurs publics et que ça permettrait de réclamer plus de moyens.

En réalité, ça ne servait qu'à alimenter les informations sur les pauvres, pour que le politique puisse concevoir au plus juste les dépenses de la puissance publique. Car les travailleurs sociaux n'avaient jamais eu besoin de 320 items pour dire ce qui manquait ! »

Sur le boycott du logiciel Cosmos qui a suivi

« Il faut bien se demander à qui sert ce déploiement de l'évaluation par les travailleurs sociaux. Car ces sept dernières années, depuis la mise en place de ces grilles, les personnes que nous accompagnons au quotidien n'ont pas vu d'amélioration.

Par contre, la numérisation et l'informatisation continuent à être déployées dans de nombreux autres services publics.

Le logiciel Cosmos a été testé dans dix localités de Seine-Saint-Denis : il s'agissait d'informatiser le dossier social des personnes et de faire faire ce recueil statistique par les travailleurs sociaux.

En 2010, nous avons donc décidé de boycotter ces évaluations, après des décisions prises en assemblées générales. Nous étions soutenus par les organisations syndicales, et les deux tiers des 36 équipes de travailleurs sociaux du département ont refusé de rendre des stats.

Les années suivantes, la participation a un peu baissé. L'administration menaçait de sanctions : certains encadrements faisaient pression, surtout sur les gens en contrat précaire. Ils ont réussi à effrayer certaines personnes et au bout de trois ans, le boycott n'a pas été reconduit. Mais pendant ces trois années, l'administration n'a pas pu avoir un bilan rigoureux puisqu'il lui manquait des données.

C'est aussi grâce au boycott que l'administration a décidé de ralentir puis d'arrêter le déploiement du logiciel Cosmos. »

A propos de sa rencontre avec Ecran total

« Mais ce boycott a surtout provoqué des discussions. Nous avons beaucoup écrit, noué des contacts avec des collègues d'autres départements qui se posaient les mêmes questions.

Les expériences des autres t'amènent à assumer ton décalage avec le discours que tu entends.

En 2012, un ami m'a dit que notre situation ressemblait à celles des éleveurs qui refusait la pose de puces électroniques sur leurs bêtes.

“On vous demande d'oublier ce que vous savez faire pour laisser place à des gens qui vous disent ce qu'il faut faire et comment.”

En 2013, on a fait notre premier weekend à Ecran total.

Ecran total m'a permis de ne pas dissocier mon travail et ma vie. Ce que je refuse dans mon travail, je le refuse aussi dans ma vie. Cette technique qui s'introduit là où il y a du soin, de l'écoute, de la parole, de la subjectivité, et qui viendrait interférer là-dedans, je n'en veux pas.

Mais de plus en plus, l'informatisation et la numérisation avancent dans les services publics. La CAF, Pôle Emploi, les Caisses de retraite... tout avance vers la dématérialisation. Je suis donc malheureusement obligée de passer par ces services. Mais symboliquement, pour moi, il est important de ne pas introduire d'ordinateur dans mon bureau, et de ne pas interposer d'écran entre la personne que je reçois et moi.

C'est insupportable pour moi. Quand j'ai besoin d'aller chercher une information ou d'imprimer un formulaire, je sors, je vais à l'ordinateur du service.

L'introduction de l'outil informatique dans la relation avec la personne que j'accompagne la modifie. Elle remet en cause le secret professionnel et elle en change la dynamique.

L'outil influence beaucoup les façons de faire. Ainsi l'informatique va modifier le temps que tu vas accorder à la personne en face de toi : tu penses déjà à ce que tu vas devoir saisir après le rendez-vous et ça empiète sur ta concentration.

Bien sûr, ma hiérarchie me fait régulièrement des remarques. Mais pour l'instant, ça va. Mais je ne suis pas satisfaite, je continue à me questionner. »

3. « J'ai besoin de me déconditionner au numérique »

Julien, 28 ans, technicien maintenance dans l'agroalimentaire près de Lyon

Sur le métier déconnecté de la matière

« Ce que je vois tous les jours au travail, c'est l'industrialisation. Depuis deux ans, je travaille sur les machines d'une usine qui produit des pains crus surgelés (baguettes et pains spéciaux). Je fais de la maintenance (électricité, mécanique, automatisme...).

Je constate tous les jours la mise à distance des personnes par rapport au métier. Très peu de salariés viennent de la boulangerie – c'est même étonnant que ce soit le cas pour certains, tellement on est loin du métier initial. Dans l'usine, les deux lignes de production sont entièrement automatisées. Il y a un pétrin où arrive la matière, puis la pâte pétrie tombe dans la diviseuse qui forme les pâtons.

Il y a ensuite un système de tapis pour faire reposer la pâte (7 minutes), puis le laminage et façonnage. Les pains sont déposés sur une plaque alvéolée et partent en surgélation. Sur une ligne, on produit 4 000 pains à l'heure.

Les ouvriers qui travaillent autour des machines n'ont même pas de contact avec la matière. Le seul contact qu'ils peuvent avoir, c'est quand il y a un bourrage dans la machine ou quand ils doivent toucher la pâte pour vérifier le poids des pâtons. Finalement, leur rôle est simplement de vérifier le fonctionnement des machines : c'est de la surveillance. »

De l'huile se retrouve dans la pâte

« Travailler dans cette usine me pose un vrai problème éthique. Les visées sont seulement quantitatives et non qualitatives. Et il faut voir aussi ce que la mécanisation induit : prenez le système de pistons des diviseuses. Si on ne met pas d'huile dessus, ils ne peuvent pas fonctionner. Donc de l'huile se retrouve dans la pâte à cause de la mécanisation, alors que ce n'est pas dans la recette.

Autre exemple : la surgélation tue les levures, ce qui fait qu'on est obligé de rajouter des produits, des améliorants dans la pâte. Sinon le pain ne lèverait pas chez le client...

La seule lutte possible pour moi c'est de discuter au sein de mon entreprise... mais ce n'est pas évident. J'essaie, mais ça n'intéresse personne. Je sens bien que pour la plupart de mes collègues, il n'y pas de sens à ce qu'ils font. C'est un boulot alimentaire. Moi j'avais déjà un certain esprit critique par rapport à l'industrie et particulièrement par rapport à l'agroalimentaire mais j'ai dû m'inscrire en intérim, puis j'ai été embauché dans cette usine. D'une certaine manière, c'est bien aussi de vivre ce qu'on critique. »

A propos de lui

« J'ai besoin de me déconditionner au numérique. J'ai 28 ans : j'ai grandi avec et ce n'est pas spécialement inné de se poser des questions sur ce que ça change, ce que ça crée chez nous.

Je crois que je vais devoir quitter le milieu de la technique. Plus j'y réfléchis, plus je suis convaincu que je ne peux pas faire de bonnes choses là-dedans. Je pense à changer pour les métiers de l'agriculture ou de l'artisanat, même si je sais que ces secteurs sont déjà largement touchés par la logique industrielle. »

4. « On administre les gens comme des choses »

Christine, 60 ans, ancienne directrice d'école en Haute-Garonne, retraitée

Sur l'école qui prépare à l'entreprise

« J'ai travaillé comme enseignante pendant 32 ans. Le point de bascule, pour moi, c'est l'introduction dans l'Education nationale des méthodes s'inspirant des entreprises privées, avec l'objectif de rendre plus adaptable l'élève.

Dans les évaluations, on ne note plus les élèves par matière mais par compétences (savoir s'exprimer correctement, savoir rédiger, etc.). C'est l'idéologie managériale : n'est plus considéré ce qui va dans le sens de l'émancipation de l'enfant, on veut plutôt savoir s'il est adaptable à une situation professionnelle... Pour nous, enseignants, cela voulait dire que notre fonction ne relevait pas de l'éducatif mais de la formation. Aujourd'hui, les gens trouvent normal que l'école prépare les enfants à l'emploi. »

A propos du fichier Base élèves

« En Haute-Garonne, où j'étais directrice d'école, j'ai aussi participé au [mouvement de lutte](#) contre le fichage des élèves, sur [Base élèves](#), un fichier sur lequel on devait inscrire un certain nombre de renseignements sur la vie scolaire et extra-scolaire des enfants [le fichier a été généralisé en 2009, ndlr].

Avec l'accord de tous les parents, j'ai refusé d'inscrire les élèves de ma classe unique. On sait qu'il y a des choses qu'il vaut mieux oublier sur les enfants : que tel élève a redoublé, qu'il a eu l'aide d'une psychothérapeute... Un jour ça va l'handicaper. Autrefois, le livret scolaire appartenait à la famille et ne sortait pas de l'école.

Ce que je critiquais aussi, c'est ce qu'il est possible de faire par l'interconnexion des fichiers. Base élèves, c'est le début de la gestion numérique des élèves. »

Et Christine a été sanctionnée

« Un jour, un type est venu dans l'école, a pris les fichiers papier des élèves pour les donner à un informaticien qui les a saisi dans le logiciel. Comme deux autres enseignants du département, j'ai été sanctionnée financièrement quelques années avant de partir à la retraite, en 2013. On m'a enlevé la partie de mon salaire qui relevait de la direction de l'école.

Officiellement, les syndicats étaient contre ce fichage mais ils n'ont rien fait, ils n'ont pas été partie prenante de la lutte. Moi je faisais partie du [CNRBE](#) (Collectif national de résistance à base élèves). J'ai bénéficié de leur solidarité financière : le collectif a payé les frais d'avocat quand je suis allée devant le tribunal administratif pour abus de sanction.

La technique, elle est imposée. Pourquoi ? Il faut s'interroger là-dessus. Cela relève à mon avis d'une conception machinique. On administre les gens comme des choses. »

Par Claire Richard Journaliste, Emilie Brouze Journaliste.

Publié sur le site [Rue89](#), le 26 octobre 2016.

<https://zad.nadir.org/spip.php?article4454>

Rencontre avec le collectif Ecran Total en lutte contre la gestion et l'informatisation de nos vies

Depuis 3 ans, le collectif Ecran Total rassemble des personnes très différentes (chômeurs, enseignantes, paysans, plombières, infirmiers, bibliothécaires, etc.) autour de l'idée qu'il est désormais crucial de résister à la déferlante de dispositifs (notamment technologiques et informatiques) destinés à gérer nos vies, c'est-à-dire à rogner sur l'autonomie que nous avons encore dans nos activités, laborieuses mais pas que. Dans bien des professions comme dans tant d'autres activités se ressent aujourd'hui une absurdité croissante : le travail, même quand il plait à celui qui l'exerce et n'est pas directement nuisible (industries de l'armement, du nucléaire, etc.), se vide de son sens à force d'être normé, managé, contrôlé. Et face à cela, nous sommes de plus en plus nombreux à chercher des chemins de traverse et des moyens de reprendre nos vies en main. Ce sont généralement nos expériences au travail qui ont déclenché et nourri, chez nous, le refus du monde actuel, administré et numérisé. C'est en tout cas à partir de nos vécus de terrain que nous nous sommes regroupés et avons pris la parole. Parmi nous, certains ont décidé de se battre "de l'intérieur" et d'autres ont rejoint la "valse des démissions" (titre d'une brochure du collectif Faut pas pucer, proche de nous, qui lutte contre le puçage électronique des brebis). Au-delà de nos réalités dissemblables, nous avons constaté une situation commune : la société capitaliste et industrielle, notamment par la technologie et l'informatique, tend à neutraliser notre volonté et nos possibilités, non seulement de changer le « cours des choses », mais aussi de prendre nos vies en main. A Ecran Total, on essaie de ne pas se résoudre à cet état de fait. On veut croire que ce qui a été fait peut être défait, que tout n'est pas "plié". Mais comment faire ? A défaut d'avoir "la" réponse, nous cherchons à mieux identifier ce qui nous paralyse et nous mutile, ainsi que ce qui pourrait permettre de reprendre de l'autonomie, dans et/ou en dehors du salariat. Par exemple, nous aspirons à employer des moyens techniques à notre échelle et réversibles, qui n'induisent pas plus l'exploitation de nos semblables (ici ou dans les pays du Sud) que de notre milieu de vie. On veut conserver et recréer dans nos activités les conditions d'une vie humaine, sensible, aussi riche et libre que possible. Évidemment, ce qui se construit et se vit depuis quelques années à Notre Dame des Landes entre en résonnance avec nos aspirations. Nous cherchons aussi à redéfinir nos conditions d'existence, afin qu'elles ne nous échappent pas ni ne nous emprisonnent. Mais au-delà de la zad, c'est également ce que la lutte contre l'aéroport engendre qui nous paraît fécond : quand des syndicalistes de la CGT Vinci proclament qu'ils refusent d'agir en mercenaires et posent la question de l'utilité sociale de ce qu'ils font, ça nous semble important dans un contexte social où ces questions cruciales ne sont guère posées. Il nous paraît intéressant de nous saisir de ces questions sur la zad, avec des habitant-e-s mais aussi avec des personnes qui n'y vivront sans doute jamais. Car elles dessinent un destin commun et permettent de tisser des passerelles entre des

Avant d'en arriver là, il faut d'abord se rencontrer et nous vous proposons de le faire **le 09 avril, à la Wardine, à partir de 16 heures**, pour un moment de présentation générale. Il y aura un Repas partagé en soirée

[illegible]

La Brique

16 juin 2017
[Brique Brother](#)

Et si, loin d'apporter des conditions luxueuses d'apprentissage, l'arrivée à l'école du numérique – tableaux électroniques, tablettes et logiciels – appauvrissait plutôt les enseignements ? La débauche de moyens, dans un contexte d'austérité, ne devrait-elle pas nous inquiéter ? *La Brique* est allée chercher sur ces questions l'avis tranché de Nancy, Laurence et Alain, trois membres du collectif Écran total qui s'intéressent particulièrement à la situation de l'école.

La scène se passe à Montreuil, en région parisienne, aux premières rencontres Écran total à l'automne 2013. Un enseignant montre à quoi ressemble un début de cours, se débattant avec des objets numériques qui n'en font qu'à leur tête. Ça sent le vécu. Le public, composé d'assistantes sociales, de libraires ou d'élèves, se marre. La mise en scène, bien ficelée, illustre les évolutions récentes du métier d'enseignant.e suite à l'intrusion systématique du numérique au sein des classes. Le sketch dure ici cinq bonnes minutes et c'est la même chose, assure-t-il, à chaque début de cours. Écran total, serait-ce une rencontre de technophobes pas fichu.es de brancher un ordi ? Plutôt une convergence inédite de gens de métier réunis pour résister à l'emprise du numérique sur leurs vies. À l'école, en 2008, des parents et des enseignant.es se mobilisent contre l'arrivée d'un logiciel d'« aide à la gestion des élèves » nommé Base élèves. Peu après, des assistantes sociales en Seine-Saint-Denis boycottent le rendu des statistiques annuelles, jugeant que les données qu'elles sont tenues de transmettre devraient rester entre elles et les usagèr.es. Plus au Sud, des éleveurs de brebis et de chèvres résistent à l'obligation de mettre des puces RFID à leurs bêtes. Tou.tes dénoncent la surcouche de contrôle, une bureaucratie accrue et la perte de sens, dans la relation notamment, qu'il s'agisse d'être avec des lecteurs ou des lectrices, des personnes en galère, des brebis ou des enfants.

L'école numérique au service de la surveillance généralisée

Nancy, professeure de sciences de la vie et de la Terre dans le Pas-de-Calais, nous raconte la brève histoire de l'invasion du numérique à l'école¹. En 1979, un rapport intitulé « L'informatisation de la société » initie le premier plan d'équipement des écoles en matériel informatique. En 1997, le ministre de l'éducation nationale donne priorité « à l'intégration de l'informa-tique et du multimédia dans les projets pédagogiques et les programmes ». En 2010, le logiciel Pronote inaugure la numérisation des bulletins trimestriels au collège et leur centralisation en une base de données nationale. Un an après, c'est au tour des cahiers de textes et d'appel d'être mis en ligne. Et en 2014, le gouvernement annonce un grand plan en faveur de l'« e-éducation », financé à hauteur d'un milliard d'euros, afin d'équiper les élèves de tablettes tactiles. Objectif annoncé : « *une école plus efficace, plus juste et plus inclusive* ». Le numérique serait la solution miracle à tous les problèmes de l'école.

Pourtant, même une savante étude internationale affirme que « les pays qui ont consenti d'importants investissements dans les TIC [technologies de l'information et de la communication] dans le domaine de l'éducation n'ont enregistré aucune amélioration notable des résultats de leurs élèves en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences »². La « fracture numérique », que l'école devrait aider à résorber, n'existe plus pour les plus jeunes. En 2016, 100 % des 12-17 ans sont déjà connecté.es à la maison et les deux tiers passent sur Internet plus de deux heures par jour³. De quoi relativiser le besoin d'introduire à marche forcée le numérique à l'école ? Pas pour le ministère.

L'école numérique se flatte de permettre à tous les enfants de prendre le train de la modernité... pendant que sont mises en place de nombreuses procédures de contrôle. Avec la réforme du collège de 2016, en plus des fameuses tablettes, arrive un nouvel outil numérique de gestion des élèves.

C'est un livret scolaire unique, du CP à la troisième, qui porte le doux nom de LSUN (prononcer L-sun, à l'anglaise). Ce logiciel, disponible depuis septembre 2016, devrait être utilisé dès la fin de cette année scolaire⁴. Il permettra de constituer pour chaque élève un « casier scolaire » qui sortira de l'enceinte du ministère puisque les autres administrations (mairies, police, justice, préfectures) y auront accès⁵. En attendant peut-être d'alimenter le nouveau compte personnel d'activité créé par la loi travail d'août 2016 et dont les données devraient être accessibles aux employeurs ?

Le LSUN impose parallèlement l'évaluation par compétences. Pour Nancy, *« ce changement est considérable. Ce qui compte avec les compétences, c'est d'évaluer la capacité des enfants à se conformer à un protocole, et non plus ce qu'ils ont appris en termes de connaissances. »* L'appel de Beauchastel, dont elle est signataire, annonce bien la dérive : *« Ce que nous voulons [...], c'est enseigner, et non exécuter des procédures. L'enseignement numérique n'est pas une "révolution pédagogique" mais la fin du métier d'enseignant. Les matières, c'est-à-dire les savoirs et savoir-faire qui les constituent, se trouvent morcelées en une liste de tâches exécutables, puis regroupées artificiellement en aptitudes générales. On appelle cela le socle de compétences. Dans ce cadre, une leçon, un exercice, peuvent être réduits à un protocole creux, qui peut bien effectivement être "partagé" en ligne, puisqu'il ne nécessite ni connaissances précises ni réflexion pédagogique personnelle pour être reproduit. Un cours construit de cette façon n'apprend pas à penser mais à se comporter de la façon attendue⁶. »*

Des élèves sous perfusion technologique

Le rapport de la mission parlementaire Fourgous, en février 2010, présente le numérique comme *« un des facteurs essentiels de la croissance de demain »*. Quand un collège de Roubaix propose des cours de codage à des jeunes de 11 ans, *La Voix du Nord* ne s'y trompe pas et titre : *« Les futurs codeurs de Pôle 3D et d'Ankama [une école privée et une entreprise roubaisiennes] sont en sixième à Sévigné⁷. »* L'éducation est aussi un « formidable marché potentiel » pour le capitalisme, sur un terrain où il avait encore peu de prise. Les profs voient donc débarquer à l'école des logiciels absurdes, libres ou propriétaires. Dans l'un d'entre eux, utilisé pour le brevet en mathématiques, *« les angles sont orientés à l'inverse du sens trigonométrique normal, celui que les élèves apprendront au lycée »*. C'est embêtant mais *« son utilisation constitue un prérequis pour l'examen »*, rappelle un prof docile à qui Nancy signale le problème. Tous les objets sont connectés : tablettes, téléphones, tableaux interactifs... et bientôt les élèves ? D'après Alain, cette *« hyper-informatisation de l'école ne tombe pas du ciel, contrairement à l'idée répandue qui voudrait y voir une évolution naturelle des choses. Elle vient parachever quarante années de réformes de l'éducation visant à exproprier les enseignants de leur capacité à transmettre des savoirs tout en privant les élèves de leur capacité à développer une pensée autonome et critique⁸. »*

L'introduction du numérique perturbe les pratiques d'enseignement au sein de la classe. Nancy « détourne » depuis longtemps le programme de SVT, d'abord parce qu'il est empreint d'une idéologie scientiste : *« Dans les textes, il s'agissait avant tout de former les élèves à la démarche expérimentale, une technique d'étude considérée comme le seul moyen d'obtenir une vérité scientifique, sous-entendu la seule qui vaille, au détriment d'une réelle initiation à l'observation et à la compréhension de la nature et de son histoire. »* Ce goût de l'observation et de la compréhension est selon elle mis en danger par le numérique. *« Cette situation jette un froid dans les relations que j'ai avec mes collègues. Quand ceux-ci voient dans ces réformes un progrès indiscutable, une éducation plus ludique, je revendique de plus en plus une pédagogie "à l'ancienne", c'est-à-dire simplement en utilisant des livres, des crayons, du papier. J'apparais à leurs yeux comme une réactionnaire, quelqu'un qui ne vit pas avec son temps. Idem quand je refuse de participer à des projets interdisciplinaires faisant appel aux nouvelles technologies. »*

Comment résister à la société technologique sans être réac ? Écran total s'oppose radicalement à cette idée selon laquelle il ne faudrait remettre en cause que les (mauvais) usages du numérique – mais jamais le numérique lui-même⁹. Pour eux, il est illusoire d'apprendre aux enfants à « maîtriser » de tels outils. Alain précise : « *Ces outils nous conditionnent bien plus que nous ne pouvons les conditionner. On ne peut pas parler de maîtrise quand il s'agit de se conformer à une logique sur laquelle nous n'avons pas prise.* »

Suite à la création d'une adresse mail sans son autorisation, Laurence est allée à la rencontre des professeurs et de la principale du collège de sa fille pour discuter des problèmes que lui pose le numérique à l'école : « *La principale m'a tout bonnement comparée à une terroriste, parce que, selon elle, être contre la généralisation du numérique à l'école, c'est être contre tout. Ces technologies ont-elles pris une telle place dans la vie des gens que les mettre en question est devenu tabou ?* »

Il faut vivre avec son temps (ou pas)

Une critique radicale de l'école numérique mais jusqu'où ? Puisque le numérique devient incontournable, l'école ne pourrait-elle pas former les enfants à des usages critiques, en matière de protection de la vie privée notamment ? Ce qui est sûr, c'est que le témoignage de ces membres d'Écran total rompt de manière salutaire avec l'engouement actuel, un peu béat, pour les TIC. Pendant que le ministère trouve des lignes de budget pour engraisser Microsoft et les autres, les cadres de la Silicon Valley, conscient.es de la qualité de cette éducation, préfèrent mettre leurs rejetons dans des écoles sans écran : « *Je rejette fondamentalement l'idée selon laquelle on aurait besoin de la technologie en primaire, dit un responsable de la communication de Google. Penser qu'une appli sur un iPad peut enseigner à mes enfants à lire ou à faire de l'arithmétique est ridicule*¹⁰. » Nancy ne partage pas le positionnement de ces cadres qui travaillent dans le même temps à resserrer sur le monde l'emprise numérique, à un coût environnemental désormais bien documenté, qu'il s'agisse de la consommation électrique ou du cycle de vie du matériel¹¹. Comme les autres signataires de l'appel de Beauchastel, elle s'inquiète de la perte progressive des capacités d'observation, de concentration et de mémorisation des élèves : « *Comment peut-on imaginer une seconde contribuer à l'autonomie des enfants en les laissant devant des écrans ? Autonomes, les élèves le sont, seuls dans leur bulle pour penser en termes de consignes et de procédures, et non plus en termes de raisonnement ou de signification. J'en veux pour preuve l'apparition massive d'enfants dyslexiques, dysorthographiques ou de cas de dyscalculies dans mes classes. Tout un vocabulaire qui ne fait que traduire des lacunes immenses en grammaire, conjugaison et calcul. Je ne dis pas que ces troubles n'existent pas mais que leur origine n'est pas uniquement physiologique. Ces troubles sont en partie provoqués et amplifiés par l'usage massif des technologies de l'information et de la communication au quotidien.* »

Les loisirs des enfants et des ados sont aujourd'hui indissociablement liés au numérique. 60 % des 12-17 ans regrettent de passer trop peu de temps à lire des livres ou la presse écrite³. Si ce qu'on nomme école, collège ou lycée, ne les aide pas à prendre un peu de distance avec les écrans, à quoi sert-elle sinon à les adapter au monde tel qu'il est ? Nancy navigue à contre-courant en proposant une autre vision de la société, de l'être humain et de l'enfant. Alors que son collège s'est débarrassé de ses vieux manuels, elle a récupéré des encyclopédies et des atlas que les élèves peuvent feuilleter pendant un temps libre. Contrairement aux discours officiels, qui stigmatisent l'ennui que procurerait une approche sans écran, les élèves participent volontiers aux activités qu'elle propose et la remercient quand il est question de l'absence des outils numériques dans ses cours : « *L'assistante de vie scolaire qui accompagne un de mes élèves hyperactif, est d'accord avec moi*

pour dire que la dernière chose à faire avec lui, pour permettre son épanouissement, c'est de le mettre devant un écran. »

Résister à la machine informatique

Prendre conscience des enjeux du numérique à l'école, ça prend du temps. Le déferlement continue mais les résis-tances sont encore éparées. C'est que la contrainte est au rendez-vous et que les sanctions tombent sur les réfractaires. Deux directrices d'école en Haute-Garonne, opposées depuis de nombreuses années au fichage des élèves au sein du collectif national de résistance à Base élèves, ont été sanctionnées, tandis que l'éducation nationale faisait appel à une armée d'exécutant.es pour opérer la saisie informatique de l'ensemble des dossiers qu'elles avaient toujours refusé de mettre en ligne. « *Nombreux sont ceux qui, au sein d'Écran total, pensent et font école en dehors de l'institution ; pour essayer de transmettre des savoirs qui puissent aider les enfants à se construire librement.* » Mais Nancy souhaite néanmoins garder un pied dans l'institution : « *Si on laisse cette logique se refermer sur l'école, on abandonne quantité de gamins, je pense aux élèves du collège en zone d'éducation prioritaire où j'enseigne.* » Les signataires de l'appel de Beauchastel invitent les enseignants à boycotter le nouveau livret scolaire numérique et interpellent l'ensemble de la société. Les parents d'élèves, comme Laurence, ont le droit de s'opposer à la saisie informatique de données concernant leurs enfants. La loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 le permet encore. Pour Alain, résister à cette marée numérique, c'est aussi réfléchir ensemble au rôle de l'école et aux enfants qu'elle contribue à former : « *L'école produira inévitablement des individus adaptables à l'absurde. C'est cela que nous cherchons à combattre.* »

La

Brique

Pour tout savoir sur Écran total, c'est dans *CQFD* de février 2017, « All computers are bastards » (toujours en vente au Centre culturel libertaire, 4 rue de Colmar à Lille). Pour joindre le collectif : Écran total c/o Faut pas pucer, Le Batz, 81140 Saint-Michel-de-Vax ou ecrantotal@riseup.net.

1. Philippe Bihoux et Karine Mauvilly, Le Désastre de l'école numérique, *Seuil*, coll. « Anthropocène », 2016.
2. Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), « Connectés pour apprendre. Les élèves et les nouvelles technologies », étude PISA réalisée en 2015, oecd.org.
3. Credoc (centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), « Baromètre du numérique », novembre 2016.
4. « Le livret scolaire unique du CP à la troisième », communication de la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO).
5. En application du « secret professionnel partagé » instauré par la loi sur la prévention de la délinquance du 5 mars 2007, du « droit de communication » instauré par la loi du 7 mars 2016 relative aux droits des étrangers en France et par l'interconnexion des fichiers en application de la loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit du 17 mai 2011.
6. « Appel de Beauchastel contre l'école numérique » sur piecesetmaindoeuvre.com, décembre 2015. Pour joindre les signataires : Appel de Beauchastel, 27 ter, rue des Terras, 07800 Beauchastel.
7. « Roubaix : Les futurs codeurs de Pôle 3D et d'Ankama sont en sixième à Sévigné », *La Voix du Nord*, 23 janvier 2016.
8. Michel Delord, « NTIC à l'école : un pas de plus dans l'enseignement taylorisé d'une pensée taylorisée ? » sur michel.delord.free.fr et Florent Gouget, « École, la servitude au programme », Notes et morceaux choisis, n°10, La Lenteur, 2010, notamment p. 33 où il est question de l'autonomie selon l'institution.
9. Cédric Biagini, L'Emprise numérique. Comment Internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies, L'Échappée, 2012.
10. « A Silicon Valley School That Doesn't Compute », *New York Times*, octobre 2011.
11. Fabrice Flipo, Michelle Dobré et Marion Michot, La Face cachée du numérique, L'Échappée, 2013.

- [Suivant](#)

<http://labrique.net/index.php/thematiques/brique-brother/868-linky-ampere-et-contre-tous>

Linky : ampère et contre tous

Brubru, Tom Pastiche

1 février 2017

Brique Brother

EDF Numéro 49 Linky

Un peu partout en France, les boîtiers jaunes d'EDF s'installent par millions, sans rien demander à personne. Sur les paliers, dans les halls d'immeubles ou au fond du couloir à droite, les nouveaux compteurs Linky scrutent notre consommation électrique quotidienne. Pas d'inquiétude, nous dit-on, ils sont « intelligents » : ils sont là pour notre bien et celui de la planète. Et accessoirement pour celui des groupes industriels et de tous ceux qui lorgnent sur nos données les plus intimes.

Depuis un an, ERDF – devenu Enedis¹ – s'attelle à remplacer 35 millions de compteurs électriques. Un chantier de 5 à 7 milliards d'euros qui s'étalera jusqu'en 2021. Si vous n'avez pas encore votre Linky, n'ayez crainte. Après une première année à petite vitesse (trois millions de compteurs déjà en place sur l'ensemble de la France), l'opérateur de réseau passera aux choses sérieuses en 2017. Dans la région, les boîtiers jaunes ont été installés dans certains quartiers à Amiens, Arras, Dunkerque ou Hazebrouck, entre autres. Pour les Lillois, le courrier d'Enedis ne devrait pas tarder.

Le choix d'un déploiement en « taches de léopard », selon l'expression du directeur d'Enedis Philippe Monloubou, est motivé par des raisons logistiques, pour ne pas dire sécuritaires : ce choix a surtout l'avantage d'éviter les contestations massives et simultanées. Les poches de résistance sont pour le moment très localisées, à l'échelle de villages, de quartiers. Mais elles existent. Partout où les boîtes aux lettres annoncent la venue d'un technicien d'Enedis, des collectifs se mettent en place pour informer, discuter et contester ce projet massif et intrusif.

L'enfer est branché sur les bonnes intentions

Le service com' d'Enedis a beau parler de compteur « évolué » plutôt qu'« intelligent », pour faire moins peur, l'enjeu est le même : intégrer tous les Linky dans un vaste réseau interconnecté et communicant.

Enedis peut bien se réfugier derrière les directives européennes² qui prévoient le déploiement de compteurs intelligents dans toute l'Union, Linky n'est autre que l'application de la course technologique prophétisée par le gourou américain Jeremy Rifkin³. Sa « troisième révolution industrielle » est une référence pour la région Hauts-de-France. Devenue Rev' 3 sous le règne de Xavier Bertrand, elle prévoit la transition énergétique à marche forcée, soutenue par des groupes politiques, industriels et financiers à l'unisson. Il va bien falloir s'y soumettre, adopter les nouveaux comportements imposés, devenir éco-responsables sans donner notre avis. Pour l'écocratie, la solution énergétique est simple : il suffit de farcir le réseau électrique de capteurs numériques pour connaître son état en temps réel, maîtriser les consommations de chacun.e et ainsi optimiser la

production. Elle lui a même trouvé un nom : le « *déploiement de l'Internet de l'énergie* ». Mais si surveiller le réseau est une chose, surveiller chaque foyer en est une autre.

Sébastien, cadre EDF dans la région, nous explique, dépité : « *Ça part pourtant d'une bonne idée, ce réseau intelligent. [...] Le problème, c'est qu'il n'y a aucune volonté écologique derrière tout ça. Simplement la recherche de profit, de croissance et de production, [...] tout ça en culpabilisant les clients et en les faisant payer* ».

Capitalisme vert oblige, Enedis brandit l'argument de la responsabilisation de chaque particulier, censé scruter sa propre conso et faire lui-même la chasse au gaspillage. Sauf que cet argument est foireux. Rien ne prouve que les usagers réduisent durablement leur consommation juste parce qu'ils la visualisent en direct⁴. Cet enfumage ne sert ici qu'à culpabiliser le « consom'acteur » en lui confiant une nouvelle technologie entre les mains. D'un côté, on l'incite à consommer toujours plus de gadgets électroniques, de l'autre, on l'accuse de gaspillage. Évidemment, on évite de lui parler de la consommation induite par ces appareils et par les *data centers*⁵ qui collectent toutes ses données.

Le compteur intelligent qui nous prend pour des débiles

Sébastien nous raconte les échanges lors des réunions de management. Linky y est présenté comme l'étape indispensable pour l'introduction sur le marché d'acteurs tels que Bolloré, Total et autres industriels en mal de débouchés : « *L'électricité ne fait quasiment pas de marge, ce sont les services qui vont autour qui sont juteux* », nous confie-t-il.

C'est justement là que réside toute la magie de Linky. Plus qu'un compteur, Linky est avant tout un mouchard qui ouvre votre foyer au marché survolté des données personnelles et des services qui s'y brancheront. Le patron d'Enedis reconnaît sans gêne⁶ : « *Notre métier évolue et nous sommes désormais un opérateur de big data qui va bientôt gérer 35 millions de capteurs* ». Le décor est planté. L'opérateur compte sur tous les services personnalisés que pourront proposer les entreprises privées pour vous inciter à communiquer volontairement vos petites habitudes. « *Les clients qui le veulent peuvent d'ailleurs déjà mettre leurs données à disposition d'entreprises s'ils nous le demandent. Comme par exemple à une société de surveillance* », salive-t-il. À la clé, on vous promet des économies d'énergie pilotées de l'extérieur, à votre place, et toute une gamme de services super-pratiques et gratuits⁷. Du genre : « *Nous vous informons que vous avez laissé la fenêtre ouverte avec le chauffage allumé. Et que votre chat s'est fait la malle* ».

C'est également grâce à Linky que pourra s'épanouir pleinement la révolution des objets domestiques connectés. Un marché qui frise le milliard d'euros en 2016⁸ et ne cesse de monter en tension. Pour le moment, la domotique⁹ peine encore à s'installer mais avec Linky la porte est ouverte à l'interconnexion, au contrôle à distance et à l'analyse des données personnelles.

L'inkyétude collective

Partout où se pointe le boîtier jaune, des collectifs se forment, signe d'une méfiance face à ces solutions prémâchées aux motivations douteuses. Déjà, plus de 200 communes ont clairement affiché leur refus. Dispersées dans toute la France, ces réunions de riverains anti-Linky expriment de multiples inquiétudes. Et à plusieurs titres : sanitaire (intensification du brouillard électromagnétique), financier (complexification des grilles tarifaires et hausse des factures) ou plus personnel (piratage des données individuelles ou confrontation musclée avec les agents Enedis déterminés à installer leur boîtier). Tous ces collectifs se mobilisent pour informer la population et faire pression sur les municipalités afin de refuser l'installation des compteurs dans leur commune. Dans la région, les collectifs de Dunkerque, Hesdin, St-Omer, Arras, Boulogne réunissent jusqu'à plusieurs centaines de personnes. La première réunion du collectif de Lille¹⁰ s'est tenue le 14 décembre dernier avec la ferme intention de réserver au Linky l'accueil qu'il mérite.

Ces mobilisations populaires dénoncent avant tout un vaste projet à l'utilité hasardeuse et imposé par en-haut. Les arguments écologiques officiels ont du mal à dissimuler la logique de flicage, le business intrusif et l'aliénation technologique qui se cachent derrière. Aussi intelligent soit-il et malgré toutes les données qu'il collecte, Linky ne sera jamais capable d'identifier d'où provient un bon coup de masse !

Brubru, Tom Pastiche

1. Filiale à 100 % d'EDF chargée de la gestion de la quasi-totalité du réseau électrique basse tension en France.
2. La directive n° 2009/72 du 13 juillet 2009 prévoit que les « États membres veillent à la mise en place de systèmes intelligents de mesure qui favorisent la participation active des consommateurs au marché de la fourniture d'électricité ».
3. « [Transition énergétique : De quoi Jeremy Rifkin est-il le nom ?](#) » Ettore Fontana, *La Brique*, N°39, décembre 2014
4. L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) prévient dans son rapport, Linky. Analyse des bénéfices pour l'environnement : « Baisse effective de consommation de 10 % pendant les deux premiers mois. Celle-ci s'est pourtant réduite à 5 % les quatre mois suivants, pour un retour à la situation de départ au bout de six mois ».
5. Les *data centers* français consomment déjà 9 % de notre électricité. Voir "Nous sommes le gibier, Linky le filet" de Pièces et main d'œuvre.
6. « Enedis est un opérateur big data qui gérera bientôt 35 millions de capteurs », *Journal du net*.
7. Comme on dit : « Si c'est gratuit, c'est toi le produit ».
8. 850 millions de chiffre d'affaires en 2016, selon le cabinet GfK.
9. Automatisation des appareils domestiques.
10. Pour les contacter : comite.anti.linky.lille@laposte.net.